

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
JEUDI 6 FEVRIER 1969  
N° 398. 1,50 F





# Sommaire

Vie Sociale

## Vie régionale

4. Additif au quatrain breton  
Dominique Yvoire

## Luttes étudiantes

6. Les CAL doivent sortir de l'isolement  
Michel Calet

## Politique intérieure

7. Pour une action municipale et locale  
Georges Gontcharoff

## Notre société

- 8-9. L'empirisme et l'autocratie de la presse de province  
Albert Danjou

## Luttes internationales

- 10-11. Espagne : l'issue est socialiste  
Marc Echeverry
13. Prague après le martyr de Jan Palach  
Gilbert Chantaire
14. Comment interdire le N.P.D. ?  
Louis Henry

## Vie militante

12. Informatique et socialisme  
Philippe Guyot

## VI<sup>e</sup> Congrès

- 15-16. Tribunes libres  
André Durez  
André Garnier  
Guy-Olivier Faure

## Vie culturelle

17. Rencontre avec Antoine Bourseiller  
Jean-Paul Fargier
18. Cinéma et idéologie  
Jean-Luc Pouillaude
19. Théâtre  
Les horeurs de la guerre en toute simplicité  
Claude Glayman
- L'Amérique d'Adamov  
Dominique Nores

## Document

20. Pour la Tchécoslovaquie, la rencontre de Stockholm  
Jean-Marie Vincent

# Le pouvoir des consommateurs

De notre correspondant à Strasbourg Philippe Nazaire

Quelques trois cents consommateurs se sont réunis dimanche dernier au palais du Parlement européen à Strasbourg. Syndicalistes, militants de diverses organisations familiales ou de consommateurs mais également techniciens de la société de consommation (publicistes, spécialistes des techniques de vente et d'études de marché, attachés de l'institut national de la consommation) avaient répondu à l'invitation de l'organisation des Consommateurs d'Alsace (O.R.C.O.). Cette organisation regroupe des comités d'entreprises, les mouvements familiaux de la région et travaille en étroite collaboration avec la C.F.D.T. et la F.E.N. Elle diffuse un journal à 88.000 exemplaires sur l'Alsace pour informer les consommateurs et dénoncer des prix excessifs ou des abus du circuit de distribution. Elle a conclu il y a trois ans une convention collective avec les organisations professionnelles concernées par la production et la distribution des fruits et légumes dans la région. Désormais, chaque semaine, un fruit et un légume sont vendus en promotion chez plus de cinquante détaillants du Haut-Rhin. L'O.R.C.O. lance également des campagnes contre la hausse des prix, contre certains abus, organise des réunions d'information et forme à l'action un certain nombre de femmes grâce à ses 55 groupes de quartier et à des week-end de formation.

L'exemple de l'O.R.C.O. est, semble-t-il, unique en France. Dans diverses régions, les associations familiales et des amicales concernées par le problème de la consommation se sont regroupées au sein des U.R.O.C. (unions régionales des Consommateurs). Mais sur l'injonction du gouvernement qui en avait besoin pour prendre en charge les émissions régionales télévisées de « consommation-information ».

## Pierre Belleville

Le colloque dont le thème était « société de consommation ou pouvoir des usagers ? » a provoqué ainsi la rencontre de personnes venant d'horizons

très divers. Ils leur a au moins permis de préciser la limite de leurs pouvoirs dans la société de consommation.

Pierre Belleville montra comment la demande des consommateurs orientait finalement assez peu la production. Le pouvoir économique se concentre au niveau des intermédiaires, des grossistes, qui contrôlent le marché final et organisent la demande en fonction du profit qu'ils pensent tirer de l'offre. De ce fait, la réponse aux besoins des consommateurs est alors uniformément orientée en fonction du profit des producteurs et des circuits de distribution. Les études de marché, la publicité et les techniques de vente modèlent des objets de consommation de masse qui visent à répondre à des désirs, le plus souvent provoqués, plus qu'à des besoins réels de l'homme et de la société.

Le premier pouvoir des consommateurs est alors celui de ne pas acheter. C'est la technique du boycott et du « achetez mieux pour acheter moins ». Il peut enrayer le fonctionnement harmonieux de la société de consommation. A part ce pouvoir réel, le colloque fut bien obligé de reconnaître que les moyens dont les organisations de producteurs et de distributeurs disposent pour former leurs responsables, faire pression, conditionner les consommateurs, etc, sont sans proportion avec les moyens dont disposent les consommateurs. L'institut national de la consommation reste l'œuvre du gouvernement et ne semble pas jouir d'une grande confiance auprès des organisations de consommateurs ; la presse et la télévision ne peuvent transmettre des informations qui contrebalanceraient l'influence de la publicité, les coopératives de distribution sont désormais intégrées au système.

## Les armes

De la densité des débats et des rencontres, l'idée que les consommateurs ont un pouvoir mais qu'ils ne peuvent l'exercer effectivement s'imposa avec force. Mais le colloque n'alla pas plus loin. Comment

conquérir ce pouvoir ? Faut-il imposer que la société de consommation fournisse aux organisations de consommateurs les instruments techniques qui leur permettraient d'équilibrer le pouvoir du capital et de participer au développement harmonieux de la société capitaliste ? Certains proposaient ainsi la création de chambre de consommation à l'instar des chambres de commerce ou d'agriculture. L'idée ne semble pas avoir rencontré une large audience. C'est le signe que le courant favorable à l'aménagement de la société de consommation se heurte à une certaine défiance. Certes, personne n'a osé affirmer que le pouvoir des consommateurs c'était la possibilité de gérer eux-mêmes le circuit de distribution et de choisir leur modèle de consommation, qu'il était indissociable du pouvoir des travailleurs et que la lutte des consommateurs était un des aspects de la lutte des classes.

Il reste cependant que ce récent colloque, et plus généralement l'audience de plus en plus large que rencontre l'O.R.C.O. en Alsace, fait la preuve que les consommateurs sont prêts à la lutte. Les organisations de consommateurs peuvent mener des actions de sappe contre l'organisation actuelle de la consommation. Des campagnes d'intimidation contre certains magasins, le détournement d'affiches publicitaires, la contre-publicité, l'affichage public des hausses enregistrées chez tel ou tel détaillant sont autant d'action qui entraînent des réactions souvent disproportionnées de la part des commerçants et des chaînes de vente, signe que le système a été touché au vif.

La lutte pour le pouvoir des travailleurs se mène sur le terrain des lieux de production mais également sur celui de la consommation qui de plus en plus modèle leur vie. Les organisations de consommateurs sont nées du refus d'un certain modèle de consommation et des profits réalisés sur leur dos. Leur prise de conscience est limitée mais elle peut être la première étape de luttes plus radicales. □

# tribune

socialiste

Directeur Politique  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Comité de Rédaction  
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolongs, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

Maquette  
Claude Picart

Publicité  
Jean-Claude Gillet

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction :  
81, rue Mademoiselle  
Paris (15<sup>e</sup>). Tél. : 306-22-60

Administration  
et Publicité :  
54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré  
à 26.000 exemplaires.

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65  
Publicité générale  
au Siège  
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-  
Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADemoisELLE, PARIS-15<sup>e</sup>



# Qu'habilités

Christian Guerche

Nous n'avons jamais nié ici l'habileté politique du général de Gaulle, pas plus que son sens du théâtre. Mais bien qu'adversaires résolus de sa politique depuis 1958 nous lui reconnaissons d'autres qualités.

Le de Gaulle que nous venons de voir en Bretagne, n'est plus qu'un politicien, encore habile, nous en convenons, mais dont les propos ne pouvaient et n'ont pas pu troubler grand monde.

Depuis plusieurs jours, on annonçait que le discours de Quimper, serait prononcé à l'intention de toute la nation, et que le chef de l'Etat développerait ses idées sur la réforme régionale et plus généralement sur la participation.

Ainsi serait précisé le vaste dessein qui anime désormais le général : celui des réformes. Depuis le temps où l'on évoque le testament politique que devraient constituer les dernières années de la présidence, on pouvait pour le moins espérer quelques formules audacieuses, assurément ambiguës, mais dont ses partisans, et notamment les « gaullistes de gauche » pourraient tirer profit. Il n'en a rien été.

Plus touché qu'il n'y paraît par les manifestations qui se sont déroulées en Bretagne, le chef de l'Etat a consacré l'essentiel de son discours à rassurer son auditoire. Il l'a fait en récitant une fiche bien apprise de l'aménagement du territoire, valorisant des efforts incontestablement faits, ignorant tous les manques et les insuffisances, qui contribuent à créer le problème breton.

Mais au-delà ?

## Des CODER élargies

L'une des règles du pouvoir gaulliste est de faire connaître à la nation les desiderata du général par la voie d'indiscrétions calculées, sur lesquelles les commentateurs se jettent avidement. Il y a quelques mois au début de la préparation de la réforme régionale, on rapporta ainsi, que le chef de l'Etat avait recommandé à Olivier Guichard et Jeanneney, ministres chargés de la réforme, de « ne point se montrer timides ».

Pendant quelque temps les prosateurs de service purent annoncer que l'on allait voir ce qu'on allait voir, et que de mémoire de Français, ou n'aurait jamais vu en France réforme aussi profonde voir le jour en si peu de temps.

La décentralisation devenue nécessité, allait être audacieusement entreprise. Les régions seraient dotées des plus vastes pouvoirs en matière administrative, économique et sociale. Le temps était venu pour chaque région de se donner des organismes responsables élus au suffrage universel, et capables de promouvoir un véritable réveil de nos régions.

Le débat, nous disait-on, était non seulement ouvert, au niveau d'une vaste consultation, mais la volonté du gouvernement allait s'exercer pour en finir avec le réseau de féodalités et de notables locaux, qui étouffent la vie de ce pays.

Le résultat nous le connaissons. Les assemblées régionales qui sont prévues dans le projet de loi soumis à référendum, seront composées d'élus territoriaux, élus au suffrage indirect, ainsi que de délégués des diverses organisations économiques et sociales. Sans qu'au surplus le poids de ces dernières dans l'assemblée soit défini. Le préfet reste l'exécutif de cette assemblée, ce qui veut dire que les pouvoirs des préfets régionaux sont renforcés. On continue d'être dans l'incertitude la plus absolue sur les moyens de financement dont disposera l'assemblée.

En d'autres termes, c'est une caricature de réforme régionale qui nous est proposée. Elle est même si rassurante pour les Jacobins, que l'un de leurs leaders les plus violents au sein de la majorité, Alexandre Sanguinetti, s'est précipitamment rallié à la réforme, après le discours du chef de l'Etat.

En fait, l'ensemble du projet se réduit à un élargissement des CODER, dont on sait maintenant à quel point leur rôle a été insignifiant.

## Des leçons à tirer

Nous portons quelques responsabilités dans cet état de choses. Et la gauche dans son ensemble encore plus.

Il y a quelques années, les colloques socialistes avaient mis à l'ordre du jour le problème de la décentralisation et des régions. Dans un rapport au titre percutant « Décoloniser la province », Michel Rocard assignait à la gauche socialiste un certain

nombre d'objectifs. Il est vrai que le P.S.U. a mené depuis bataille sur ces thèmes. Il est vrai qu'une journée nationale s'est déroulée en décembre dernier, nous permettant dans toutes les régions, de dire nos positions, et de marquer déjà nos différences avec le projet gaulliste.

Mais il est vrai aussi que d'une certaine manière, on croyait que le pouvoir pouvait se saisir de cette réforme, et d'une certaine manière la réaliser. C'était ne pas comprendre que la centralisation actuelle est nécessaire et même indispensable à l'appareil d'Etat. C'était ne pas comprendre la dimension du problème que nous posions nous-mêmes, du point de vue du socialisme.

A plus forte raison que dire de l'attitude des forces traditionnelles de gauche qui longtemps hostiles à toute décentralisation, et au développement des régions, ont en définitive accepté du bout des lèvres l'idée de régionalisation, ravies, somme toutes, quelle que soit leur attitude future, de la réforme telle qu'elle se présente.

Il reste que pendant le temps dont nous disposons une vaste campagne d'explication est encore possible. Et que nous entendons bien la mener.

## L'inévitable trucage

Cela est d'autant plus nécessaire qu'une fois de plus de Gaulle tend un piège en liant la réforme régionale à celle du Sénat. Ainsi espère-t-il faire apparaître tous ceux qui attaquent la caricature de réforme régionale proposée, comme des défenseurs invétérés de la plus réactionnaire des assemblées : le Sénat.

Nos positions en la matière sont connues. Nous n'avons jamais songé à défendre la vétuste assemblée du Palais du Luxembourg. Nous l'avons dit et répété. On peut consulter sur ce point tous les textes du P.S.U. depuis son origine.

Par contre nous entendons développer toutes les actions nécessaires pour faire éclater la duperie de la réforme, telle qu'elle vient d'être définie par le chef de l'Etat.

Nous ne le laisserons pas éteindre tous les espoirs qui ont pu être mis dans une véritable réforme régionale. Encore moins d'enterrer sous des habiletés l'évidente nécessité de rapprocher tous les pouvoirs des citoyens.





A.F.P.

Vie régionale

# Additif au quatrain breton

Dominique Yvoire

Spécialité d'exportation, le général De Gaulle prononce toujours quelques mots dans la langue de ceux auxquels il va rendre visite. L'histoire ne dit pas s'il espère ainsi séduire ses hôtes. La performance est invariablement pittoresque, mais derrière elle perce la mystification. Au surplus dans le cas breton quelle ambiguïté de parler une langue que l'on contribue à stériliser en dirigeant un Etat qui méprise les cultures régionales ! Quelle ambiguïté aussi de réciter (avec talent) la leçon apprise auprès des techniciens et de dévider sur le parvis de Quimper toute une série de mesures qui permettront un jour à la Bretagne de sortir de ses difficultés économiques.

Au cours de cet article l'on n'a pas l'intention de reprendre ponctuellement tous les problèmes soulevés par le discours de Quimper. Avec plus de modestie... mais aussi plus d'ambition l'on souhaite poursuivre la seule vraie réflexion qu'inspirèrent de tels propos : le sous-développement régional étant ce qu'il est, un régime capitaliste comme le nôtre est-il en mesure d'intervenir efficacement pour en briser le cycle infernal. La question soulevée, il convient de ne pas se payer de mots et de bien considérer qu'un régime différent de nature socialiste aurait à affronter les mêmes problèmes. On peut bien sûr répondre que l'interrogation n'a guère de sens et qu'il importe d'abord de changer le pouvoir et qu'il sera alors ensuite bien temps d'aborder les problèmes en cause. Conception qui se défend et que nous nous garderons bien d'éliminer, sauf à souligner que dans l'état actuel des choses confusé-

ment ou non l'opinion publique se demande, elle, si son sort peut changer et si donc les structures présentes sont compatibles avec une véritable et harmonieuse expansion régionale.

En d'autres termes cela revient à se demander ce que vaut « l'aménagement du territoire » poursuivi par le régime gaulliste. Problème capital que d'une manière ou d'une autre les forces socialistes du moment se doivent de poser et éventuellement de résoudre... Pour notre part et pour plus de modestie, l'on se limitera ici à quelques observations tirées de l'exemple breton.

## Les handicaps

Il faut d'abord savoir pourquoi et comment s'est accumulé le retard breton ? On s'aperçoit alors vite que jacobinisme politique et développement capitaliste inégal de la France constituent deux données d'une même réalité. Ce qui en dit long sur les responsabilités d'un jacobinisme qui s'est voulu justifié tout au long de l'Histoire par la nécessité de défendre la « République »... ce qui était finalement l'un des meilleurs moyens de défendre la révolution industrielle vue par le capitalisme. Robert Lafont a écrit là-dessus des pages décisives. Le jacobinisme politique était nécessaire pour tenir en tutelle des régions que la grâce de la géographie naturelle ne préposait guère aux relatifs bienfaits du démarrage industriel. Ainsi la Bretagne dont le sous-sol n'offrait guère d'intérêt alors que charbon et fer se trouvaient au Nord et à l'Est. Du coup voilà l'Ouest puni doublement puisque l'étoile des chemins de fer lancée de Paris l'ignore pour l'essentiel. La navigation et la pêche, elles-mêmes, prospères au dix-huitième siècle dans les conditions de l'époque, se mettent à décliner. Nous ne sommes pas passés et nous en comprenons bien les raisons... d'autant que la traite n'était pas sans expliquer

cette vigueur navale. Que restait-il alors ? Le tourisme auquel nous invitions le souvenir des gloires corsaires et les belles pages de M. Chateaubriand (De Gaulle y fit référence à Quimper). Mais chacun sait que le tourisme colonise une région (ou un pays) s'il n'est pas le complément d'autres activités indispensables. Dans ces conditions l'agriculture ne pouvait trouver de débouchés que dans l'autoconsommation ce qu'elle fit en se vouant à une polyculture pauvre... se préparant ainsi des beaux jours lors de la transformation accélérée de l'agriculture en agriculture industrielle et capitaliste... Pour conclure brièvement osons une interprétation sociologique et demandons-nous si cette nuit noire du sous-développement n'était pas de nature à appeler la protection du clergé catholique !

## Le réveil et les résultats

Malgré quelques évolutions dans l'agriculture qui s'inventa des productions plus importantes mais guère valorisantes comme la pomme de terre ; malgré une survie de petite industrie fatalement condamnée (sidérurgie de Hennebont, conserverie, textiles, etc.) la situation resta en l'état pratiquement jusqu'à la dernière guerre mondiale. Conséquence inévitable les Bretons émigrèrent en permanence : 1 million de jeunes Bretons ont quitté leur région en un siècle. Bref une situation coloniale interne typique. Malgré le rôle, à l'époque du premier plan, de M. R. Pléven, la IV<sup>e</sup> République persista dans le jacobinisme traditionnel non sans quelques accommodations au goût du jour. Les choses pourtant allaient se précipiter, la nouveauté de l'exode rural en France, (du moins à l'échelle qu'il revêt) l'ouverture européenne, le mouvement d'urbanisation, l'apparition d'un modèle de consommation de masse, l'organisation d'un syndicalisme paysan dont on peut dire beaucoup de choses sans nier son dynamisme, autant de facteurs (plus nombre d'autres) qui allaient contraindre au changement. Qui ne se souvient des barages de routes, des bagarres, du déversement des produits agricoles dans les rues des petits marchés bretons ; etc. le signal était donné. Finie la torpeur bretonne et c'est Paris qui prit peur... et un certain nombre de décisions !

A ce niveau on rejoint notre question initiale sur la valeur de ces décisions, sur leurs effets, sur l'inévitable limite que leur impose un système toujours fondé sur l'inégalité de développement (quand bien même cette inégalité ne se pratique plus de la même manière).

Quelques exemples nous aideront à amorcer une réponse ! L'on nous dit que le recensement de 1968 témoigne d'un renversement de tendance puisque désormais les Bretons émigraient moins. Il est

vrai que la population bretonne des quatre départements a augmenté, oui mais... encore faut-il nuancer le diagnostic. Dans les Côtes-du-Nord à titre d'indication, la population augmente pour la première fois depuis 60 ans, le solde migratoire est en amélioration quoique toujours négatif. Bien mais l'on constate aussi une tendance au vieillissement avec proportionnellement un plus grand nombre de personnes âgées et une diminution toujours en proportion des 25-64 ans ; bref l'on assiste à une baisse de la population active. Faut-il généraliser ? Faute d'informations encore précises l'on s'en gardera en souhaitant la même précaution de la part des « officiels ».

L'on nous parle des moyens de communication ; parfait, attendons de voir car pour l'instant consultez un chaix et vous serez édifié ! L'on évoque avec orgueil le démarrage d'une vocation d'industrie de pointe, en l'occurrence la construction électrique et électronique. Choix judicieux, car il faut des industries à grandes valeurs ajoutées... pour autoriser (du moins dans l'idéal) un certain autofinancement des investissements. Mais attention sur le plan de la création d'emplois, l'implantation demeure faible, supposerait la constitution de complexes que l'isolement interne et la sous-urbanisation de la Bretagne rendent quasiment impossibles actuellement. Résultat, une direction est tracée ; valable qui pour l'heure suscite le recrutement de techniciens (en petit nombre) et l'embauche en plus grand nombre d'un personnel non qualifié dans les usines de montage et de fabrication. Personnel très souvent féminin qui quitte les campagnes, se trouve sous-payé et connaît une répression anti-syndicale. Il existe certes des implantations mieux pourvoyeuses d'emplois comme Citroën à Rennes ou Michelin à Vannes ou le Joint Français à St Brieuc, etc. Sur place l'opinion ne peut bouder ces décentralisations et pour cause ce sont leur gagne-pain ; mais personne n'ignore qu'hormis la diffusion de salaires dans un milieu rural-ouvrier, ces implantations n'ont pas donné naissance à des industries complémentaires. Il s'agit plus ou moins d'îlots d'activités, reflet de cette inégalité de développement qui domine le projet même « d'aménagement du territoire ». Et encore n'a-t-on rien soufflé sur la pauvreté du monde paysan ! Telle est la conclusion, rapide on en convient, que le cas breton incite à avancer. En reprenant la réflexion à propos d'autres régions, en approfondissant l'observation, on aboutirait à dresser l'acte de procès de la politique régionale du gouvernement, qui n'est pas exempte de réalisations (comme le prétend par exemple la démagogie communiste) mais qui correspond au schéma capitaliste de développement et se faisant se heurte à des contradictions internes, elles-mêmes obstacles à l'achèvement d'un aménagement rationnel, harmonieux et équitable.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.

L'Astragale



## Grande-Bretagne

### Wilson près du piège

Le plan d'austérité appliqué par le gouvernement travailliste à la suite du plan d'austérité français a pour but de porter le volant de chômeurs à 560.000 travailleurs.

Ceci devrait permettre de freiner la hausse des salaires que Wilson juge trop rapide et d'accroître les investissements des entreprises, sur la base de profits élargis.

Cependant au cours de l'année 1968 le coût de la vie d'après les chiffres officiels a monté de 6 %. On comprend les réclamations des salariés anglais malgré les appels à « la modération » lancés aux syndicats. Cette hausse est la conséquence de la dévaluation qui a fait monter les prix des produits importés et des hausses de prix sur les biens de consommation destinés à réduire le pouvoir d'achat des familles.

Par contre le gouvernement s'inquiète de la trop bonne réussite de sa campagne en faveur de la concentration des entreprises. La vague de fusions a pris une telle ampleur que Wilson est — enfin — en train de se demander si les gigantesques entreprises qui résultent de ces concentrations ne vont pas acquérir une influence dangereuse pour le gouvernement. Il était temps d'y penser! Quand un pouvoir qui se dit socialiste joue à fond le jeu du capitalisme de monopole cela ne peut que le mettre à la discrétion de ces monopoles. Même M. Wilson en devient conscient : il a demandé à son Ministre compétent de vérifier que « les projets de fusion ne sont pas contraires à l'intérêt de la Nation » (sic).

## Allemagne

### Le capitalisme développe sa stratégie

On parle souvent des beaux résultats obtenus par l'industrie allemande, de sa compétitivité, de son aptitude à vendre facilement ses produits à l'étranger, en France notamment. Mais les admirateurs bourgeois de ce nouveau « miracle » allemand se gardent bien de dire quel en a été le prix pour les travailleurs allemands. Celui-ci a été lourd : au cours de la récession de 1966-1967 le pouvoir d'achat des salariés allemands a été complètement bloqué pendant 18 mois ; or, durant ce temps, la productivité moyenne du travail a augmenté de 10 % ! Evidemment cela a permis de récolter des profits énormes dont une partie a été consacrée à accroître encore plus la productivité des usines et à baisser les prix à l'exportation.

En outre, pendant la crise, les capitalistes allemands ont pu procéder à des réorganisations massives. Plus de 1700 entreprises ont été fermées. Leurs 120 000 ouvriers ont été réduits au chômage. En contrepartie, 700 usines modernes ont été créées mais elles n'ont embauché que 50 000 travailleurs pour faire une production équivalente. On voit l'économie réalisée par le capital.

En 1968, avec la reprise, les augmentations de salaire ont recommencé ; elles ont atteint 6 % mais les profits des entreprises eux ont crû de 17 % !

Actuellement, les autorités allemandes se demandent s'il faut développer

l'expansion ou si déjà — devant la remontée des salaires et de l'emploi — il ne faudrait pas à nouveau freiner l'activité pour éviter que le retour vers le plein-emploi ne mette les syndicats en bonne posture — surtout avant les élections générales de l'automne — pour demander leur part dans l'accroissement de la production.

M. Schiller, ministre socialiste (sic) de l'Economie, pense, lui, aux élections et serait hostile au freinage, au moins d'ici ces élections, mais les milieux de la haute finance prônent la mise en place d'une politique de stabilisation pour freiner la consommation intérieure.

Pourquoi cette attitude? Leur plan paraît clair; en vendant beaucoup à l'étranger, l'Allemagne accumule des devises étrangères (près de 10 milliards de dollars!). Or, M. Abs, le leader incontesté des capitalistes allemands, a donné comme consigne de créer le plus possible de filiales à l'étranger. L'objectif est évident : le capitalisme allemand se sent actuellement en position de force par rapport aux capitalismes secondaires français et anglais ; il peut même songer à rivaliser avec le capitalisme américain gêné par le manque de devises ; il peut en profiter pour accroître sa puissance en dehors de l'Allemagne mais pour cela il ne faut pas que la demande intérieure des consommateurs soit trop élevée ni que les salaires se mettent à monter.

Il faut aussi que l'industrie privée soit allégée de ses poids morts. Dans ce domaine, elle est en train de réussir un très beau coup : les firmes sidérurgiques d'outre-Rhin sont des places fortes de l'industrie mais elles sont aussi propriétaires des mines de charbon ; or, celles-ci, comme partout, sont déficitaires à cause de la concurrence des autres sources d'énergie : gaz naturel, pétrole et bientôt atome. Ceci représentait donc une charge pour le patronat ; alors on a eu une bonne idée : les charbonnages de la Ruhr sont « cédés » à une entreprise unique qui sera gérée par les représentants de l'Etat et du patronat ; mais c'est l'Etat qui prendra largement en charge le déficit en le reportant sur les contribuables et en assumant la réduction de production et les licenciements. Ainsi, le trusts privés pourront consacrer leurs profits à des choses plus rentables et le tour sera joué. Mais trouvons ici une belle application de la répartition des tâches en régime capitaliste : au secteur privé les affaires rentables, au secteur public les affaires déficitaires (en termes de profit monétaire). Après quoi — bien sûr — la bourgeoisie peut tranquillement lancer l'anathème sur ces firmes nationalisées « qui coûtent cher à la Nation » et amener l'opinion publique pour exiger des économies dans l'intérêt de la Nation et des contribuables.

## La France

### vend son or aux U.S.A.

A la suite de la spéculation contre le franc, la Banque de France pour fournir des dollars aux spéculateurs a dû vendre pour 2.300 millions d'or aux Etats-Unis entre mai et novembre. Ces ventes ont continué évidemment au mois de novembre. Cette aubaine facilite le développement des investissements américains en Europe, qui commençait à être sérieusement entravé par le déficit de la balance des paiements donc par le manque de devises étrangères.

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption)

#### EDITIONS DU SEUIL

— LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE (Hubert Lesire-Ogrel) .....	6,00
— LA C.G.T. (André Barjonet) .....	4,50
— COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE .....	15,00
— LA FIN DE L'UTOPIE (Herbert Marcuse) .....	8,50
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel) .....	7,50
— QUE FAIRE ? (Lénine) .....	7,50
— LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine) .....	21,00
— LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz) .....	16,00
— LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral) .....	6,00
— LE DEVOIR DE VIOLENCE (Prix Renaudot) .....	15,00
— LA CONQUETE DES POUVOIRS (Gilles Martinet) .....	15,00

#### EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) ..	15,00
— MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov) .....	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) ..	20,00
— L'IRRUPtion DE NANTERRE AU SOMMET (Henri Lefebvre) ....	15,40

#### EDITIONS MASPERO

— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— DEMOCRATIE ET CONTROLES OUVRIERS (Max Adler) .....	9,90
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Charles Bettelheim) .....	6,15

#### EDITIONS GRASSET

— L'EMPIRE AMERICAIN (Claude Julien) .....	25,00
--	-------

#### EDITIONS JULLIARD

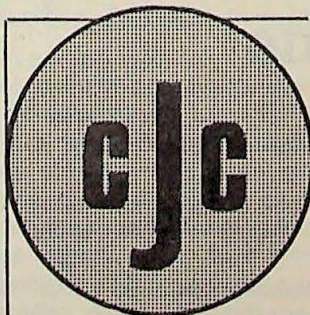
— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville) .....	20,70
---	-------

#### COLLECTION 10/18

— LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (Lénine) .....	2,90
---	------



**LIBRAIRIE  
TRIBUNE SOCIALISTE**  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° C.C.P. 58 26 65



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

### SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours

530 F

comprenant

2 mars - 9 mars

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts des Géants

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17°) - Tél. : 380-73-38  
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)

Se recommander de « Tribune Socialiste »



# Les CAL doivent sortir de l'isolement

Michel Calet

Le principal danger qui guette actuellement les C.A.L. est sans aucun doute, l'isolement. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit au cours du premier trimestre. Isolement, d'abord, par rapport à l'extérieur, du fait du retard de la rentrée universitaire, des diverses campagnes de presse qui furent lancées (notamment autour de la journée d'action du 15 novembre), et l'absence de contre-information mise sur pied (tracts, journaux) par les militants lycéens en direction de la population. Mais, aussi, isolement à l'intérieur des lycées dû à une trop forte politisation. Ce qui risquait de conduire les C.A.L. à ne tenir qu'un rôle marginal au cours des luttes à venir.

Il faut bien reconnaître que depuis le début de l'année les C.A.L. n'ont guère contribué à prévenir le danger. Notamment, le Congrès du mois de novembre fut totalement incapable de définir une orientation politique précise et une vague tendance à la « politisation » a semblé dominer. Les camarades de « Rouge » qui défendent cette orientation, pensant que le milieu lycéen ne forme pas une classe homogène, ont conclu que le rôle des C.A.L. ne peut être que de regrouper une frange des lycéens qui adhèrent au socialisme pour des critères uniquement idéologiques. Partant de cette analyse, ils ne cherchent qu'à organiser cette frange « politisable » et laissant ainsi la masse des lycéens à la merci des réformistes de l'U.N.C.A.L. (Union Nationale des Comités d'Action Lycéens - tendance P.C.) ou du M.R.I. (Mouvement réformiste Lycéen). Nous pensons, quant à nous, qu'il est grand temps d'analyser la place du lycée dans la société, le milieu lycéen, le lycéen et son devenir, pour solidifier notre pratique.

Par le rôle groupusculaire joué par certains camarades de « Rou-

ge », par l'incapacité à mettre en avant des mots d'ordre, à trouver des perspectives nouvelles et à définir une alternative à la participation, les C.A.L. ne jouèrent pas au premier trimestre le rôle qu'ils auraient pu jouer et, dans bien des cas, furent incapables de donner une signification politique à l'action de masse.

D'autre part, la carence du Bureau National ne fait qu'accentuer cet état de choses. En effet, celui-ci se révéla vite incapable de coordonner les luttes et le manque total de ligne politique se traduisit plusieurs fois par un opportunisme qui donnait beau jeu aux critiques des réformistes, critiques qui n'étaient pas toujours dépourvues de fondement.

L'isolement, la régression des luttes à l'échelle nationale, la politique de certains groupes, le manque de ligne précise et la carence du Bureau National conduisirent à une minorisation des C.A.L. Mais cependant si les C.A.L. ne surent profiter de toutes les occasions, la mobilisation reste plus que jamais possible. On a pu constater l'échec relatif du corporatisme et du réformisme malgré l'alliance de la direction du S.N.E.S. et de l'U.N.C.A.L. Comme pour le mouvement étudiant, le réformisme n'existe pas en temps qu'alternative ni en réflexion, ni en pratique, mais c'est la qualification attribuée à la masse lycéenne non politisée. Les perspectives de luttes restent ouvertes, comme on a pu le constater ces derniers jours après les incidents des lycées Gabriel Faure, Jacques Decourt, Saint-Louis et Michelet.

Il est certain que la tenue d'un Congrès extraordinaire (comme le proposent certains camarades) ne pourrait résoudre tous les problèmes, mais il pourrait sans doute remédier à un certain nombre de choses, principalement au ni-

veau des structures et des problèmes organisationnels qui reflètent d'ailleurs souvent une situation plus profonde.

En attendant, nous soutiendrons et animerons les initiatives visant à établir une liaison effective des C.A.L., et une coordination des luttes, communauté d'actions sur des mots d'ordre politiquement significatifs, en l'état d'une analyse du rapport de forces existant au sein des lycées et de la population.

Il ne faut plus maintenant que les C.A.L. restent à la remorque des attaques et des provocations du Gouvernement, ne réagissant

que pour défendre et jamais pour attaquer (à la suite des exclusions à Balzac, Mallarmé, Chaptal, Bordeaux). Mais il faut prendre l'initiative de certaines actions, à commencer par la lutte pour les libertés politiques qui restera toujours dans les lycées comme dans les facultés, un terrain de lutte privilégié. La campagne lancée la semaine dernière (projection de films, débats, notamment à Voltaire et à Turgot) nous semble juste comme devant déboucher sur une prise de conscience rapide des lycéens. Mais elle ne doit pas en même temps masquer les problèmes organisationnels et politiques.

## Les vrais provocateurs

A en croire les commentaires officiels; les « gauchistes » désembarés par les premiers résultats des élections universitaires, en sont réduits à répéter inlassablement le cycle vicieux de la provocation-répression.

Des premiers résultats des élections, on peut dire d'abord qu'ils n'ont pas une grande signification nationale, dans la mesure où les premières élections se sont naturellement déroulées dans les lieux favorables à la réforme d'Edgar Faure. D'abord parce qu'ils étaient les seuls qui permettent de les organiser. Ensuite, parce qu'il était de bonne tactique, pour le Ministère, de faire voter d'abord les secteurs les plus favorables pour tenter de démoraliser les autres.

Là n'est pas le vrai problème. Ce qui est grave aujourd'hui pour le mouvement étudiant c'est effectivement le renouveau d'un cycle « provocation-répression » qui, à la différence du mois de Mai, risque plus d'isoler les étudiants politisés que d'entraîner la grande masse derrière eux. Et tel est bien son objectif ! Car la provocation, en l'occurrence, n'est pas comme on voudrait le faire croire, le fait d'irréductibles enragés. Les étudiants qui se sont retrouvés en train d'envahir le rectorat, l'autre semaine à la Sorbonne, s'interrogent encore sur l'origine du mot d'ordre. L'explication est probablement fort simple : la tactique des « faux » étudiants (jeunes policiers en blousons) qui, en juillet, provoquaient des mini-manifestations n'a pas fini de servir.

Ni celle des « appariteurs musclés » qui voudraient faire croire, comme à Nanterre, vendredi dernier, qu'il n'ont fait que se défendre contre de redoutables étudiants. Quand, en réalité, tous les témoignages concordent, c'est une véritable chasse au militant

qui s'est déroulée ce jour-là à Nanterre. En fait de provocation, il y eut seulement quelques 300 étudiants criant des slogans sur le campus, au pied du bâtiment administratif. La riposte vint, brutale : du quatrième étage, les « appariteurs » bombardèrent les étudiants avec des parpaings. En cinq minutes, le campus fut noir d'uniformes. Quant aux « appariteurs » ils pourchassaient les étudiants à coups de matraques, dans les couloirs et les amphis, n'hésitant pas à en « récupérer » certains en plein cours. En fin de journée, le grand hall était encore taché de sang. Bilan : une trentaine de blessés, 15 étudiants inculpés, sept écroués. Que la provocation policière ait été incontestable, on peut en trouver la preuve dans le fait, nouveau, que même les étudiants et les enseignants communistes la dénoncent.

Et que dire de l'affaire de Caen, la condamnation scandaleuse à l'étudiant Yves Sarciat accusé de un mois de prison ferme de « violences à agents ». Curieux procès, dans lequel les six témoins de la défense ont affirmé, en vain, avoir vu les policiers s'acharner sur l'étudiant qui s'était borné, avec d'autres, à siffler la représentation de « Cyrano de Bergerac ». Un certificat médical en témoigne : Yves Sarciat a souffert d'un œil poché et de multiples contusions. Mais que pèsent six témoins et un certificat médical contre trois sous-brigadiers qui affirment, eux, avoir été mis à mal par Sarciat ? Réponse : un mois de prison. Sans sursis.

Le rectorat, Nanterre, Caen : policière ou judiciaire, la répression partout s'accentue. Officiellement justifiée par la « provocation » : la tactique n'est pas nouvelle. Il y a plus de trente ans, elle fit ses preuves en Allemagne.

### Rencontre lycéenne

Dimanche 9 février 1968, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)

9 h : Le VI<sup>e</sup> Congrès du P.S.U. - Présentation de M. Heurgon - Le P.S.U. et la lutte des lycées P. Chapuis.

10 h : Commissions. — Place du lycée dans le système capitaliste - Le Mouvement lycéen (organisation, mots d'ordre, objectifs) - Rapports enseignants-enseignés - Organisation et implantation des lycéens du P.S.U.

13 h 30 : Commissions. — 15 h : Rapports des commissions - Discussion à 17 h.

Cette rencontre est ouverte aux adhérents et aux sympathisants du P.S.U. des lycées classiques, modernes et techniques et aux élèves des classes préparatoires aux Grandes Ecoles.

PERMANENCES LYCENNES : Tous les jeudis de 14 h à 16 h, tous les vendredis de 19 h à 20 h, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).





Archives

Politique intérieure

# Place de l'action locale et municipale

Georges Gontcharoff

La première Rencontre Nationale d'action Locale et Municipale du P.S.U., s'est tenue, lors du dernier week-end. Les participants nombreux (120 représentants, 35 départements), studieux, voire passionnés, en ont assuré le succès. Il convient de dégager brièvement les idées maîtresses qui ressortent d'une telle réflexion collective.

Il a d'abord été très profitable de mélanger, en assemblée plénière, comme en commissions, les élus et les non-élus. Cette confrontation, (parfois cet affrontement), a permis aux « municipaux » de mieux comprendre les limites de leur action, dans la mesure où ceux qui n'ont pas de responsabilités communales, s'appuyant sur les orientations des thèses proposées pour le VI<sup>e</sup> Congrès, les interpellaient pour marquer les dangers du municipalisme gestionnaire, du « réformisme », de la spécialisation technocratique. Mais les élus ont parfaitement joué le rôle réciproque, en montrant que l'action de dénonciation des structures centralisées, la volonté de destruction du système capitaliste démocratique passaient, certes, par la conquête du pouvoir central, mais aussi, simultanément, par la conquête des « pouvoirs intermédiaires ». L'exploitation du capital s'exerce d'abord sur le lieu de production, mais il étend aussi ses effets, ses méfaits, sur les cadres de la vie quotidienne, soumis à la loi du profit et non aux lois du service : urbanisme, habitat et son

environnement, équipements socio-culturels, transports, implantation des entreprises, etc. Si bien que les exploités, s'ils doivent plus vigoureusement que jamais s'organiser sur leur lieu de travail, sont aussi dans la nécessité de combattre sur le lieu de leur habitation. C'est là le fondement d'une action locale dont la rencontre a priorisé l'importance par rapport à l'action municipale qui n'en est qu'un aspect.

De cette façon, l'axe principal de ce week-end a été d'examiner attentivement la place de l'action locale et municipale dans la stratégie du parti — place qui ne doit être ni majorée (ce qui serait tomber dans le localisme ou le municipalisme), ni minimisée de façon méprisante (ce qui serait décoller dans l'utopie, et oublier que les hommes peuvent éveiller et fortifier leur conscience socialiste à partir des problèmes concrets de leur vie quotidienne).

On voit que, dans une telle optique, les éternels problèmes de « l'unité », de nos rapports avec nos partenaires politiques ou non, ont été abordés de façon totalement nouvelle. L'unité n'est plus la pierre d'achoppement de toute discussion à ce sujet, mais les choix d'alliance sont beaucoup plus étroitement subordonnés à une stratégie générale mieux comprise.

Une lecture attentive des thèses nous permet de voir que l'action locale et municipale ainsi conçue peut y être constamment accro-

chée, sans qu'elle fasse l'objet d'un chapitre particulier. C'est ce chapitre que les trois commissions ont voulu proposer comme réflexion collective à l'ensemble du parti. Une Rencontre Nationale n'était naturellement pas habilitée à faire plus, c'est-à-dire à proposer une orientation. Mais les textes qui en sortent sont suffisamment complets et riches pour réorienter nos combats locaux et nous aider à préparer, dans une meilleure conformité avec les choix généraux, avec plus de rigueur et d'exigences, de prochaines consultations électorales.

C'est en somme un fossé, qui aurait pu être inquiétant, qui a été

ainsi partiellement comblé. Il n'y a pas d'un côté des élus, dans des positions souvent très difficiles, particulièrement quand ils sont minoritaires dans un conseil municipal, abandonnés par le parti et quelque peu méprisés par lui, et de l'autre côté des militants d'entreprise ou des militants étudiants et universitaires, engagés dans de « vrais » combats pour le socialisme. Il y a un parti tout entier en lutte, qui refuse ce cloisonnement catégoriel, qui permet à chacun de travailler pour le socialisme là où il sent que son combat est le plus efficace et qui rattache ces fronts limités à une offensive générale.

## Quelques conclusions des commissions

...L'examen de l'expérience municipale passée et des stratégies municipales à venir ne peut se faire qu'au regard de l'orientation générale du parti, appliquée à l'action locale.

### Place de l'action locale

Face à l'ensemble des phénomènes d'aliénation produits par la société capitaliste, l'action d'une force socialiste doit associer étroitement :

- une démarche pédagogique permettant à chaque groupe concerné de passer des problèmes concrètement vécus à leur dimension politique ;

- une stratégie visant à la conquête de pouvoirs intermédiaires qui appuie et nourrisse la conquête indispensable du pouvoir politique central ;

- une réponse politique qui ait une valeur d'exemple par rapport à notre conception du socialisme.

### Valeurs de l'action municipale.

- expliquer au sein du conseil municipal la conception socialiste de la gestion ;

- dénoncer la main mise du pouvoir central sur le pouvoir local ;

- informer les citoyens ;

- contester, au sein même des conseils municipaux les décisions prises par la majorité, dans les cas où nous nous trouvons minoritaires ; porter cette contestation au sein de la population ;

- dans un certain nombre de cas, déterminer ou influencer des choix importants dans des domaines comme l'implantation d'industries, l'urbanisme, la création d'équipements...

### Limites de l'action municipale

Les principales décisions se prennent à un niveau qui échappe à la commune.

Le système capitaliste exerce une énorme pression sur les pouvoirs municipaux. Les municipalités sont ainsi dans l'obligation de faire des concessions aux pouvoirs financiers. Elles ne sont pas maîtresses des implantations d'industries, malgré leur désir de créer des emplois. Elles ne sont pas totalement maîtresses de la tarification des services publics, à cause de la pression exercée par le secteur privé...

Le contexte politique actuel et les habitudes de nos structures scolaires et sociales n'appellent pas la base à participer à l'élaboration du programme municipal et au contrôle de son exécution.

**Nécessité de s'attacher aux problèmes supra-communaux :** Le P.S.U. doit avancer des idées concrètes sur l'aménagement de l'espace. Cela pourra prendre la forme d'un contre-schéma de développement de la région, de l'aire métropolitaine ou de l'agglomération. A défaut, il faudra formuler des exigences au niveau du contenu, des critères de choix, des moyens du développement et de l'élaboration démocratique des décisions.

**Nécessité de s'attacher aux problèmes infra-communaux :** Il ne s'agit pas seulement d'améliorer les conditions de vie de la population, mais aussi et surtout de susciter et soutenir sa participation à la vie locale et aux choix qui déterminent son avenir.

La prise de responsabilités par les citoyens, au niveau géographique qui les concerne, doit être l'élément essentiel de notre stratégie vers le socialisme.

### Alliances

Le P.S.U. entend désormais ne plus être prisonnier de cartels électoraux, ni de compromis d'appareils. Il considère que l'action municipale ne saurait être conçue comme une fin en soi, mais comme un moyen d'affirmer des objectifs politiques.

Toute alliance pour être positive devra respecter :

- la possibilité pour le P.S.U. de développer et d'appliquer ses conceptions dans un secteur témoin, en prise directe avec la population, en particulier par la création et l'animation de commissions extra-municipales ;

- la municipalité doit prendre l'engagement de procéder à une information complète de la population « Il n'y a pas d'alliances sérieuses sans discussions publiques des objectifs et des divergences. »

- Il ne s'agit pas de faire une alliance d'hommes, mais de partis politiques, ce qui implique des contacts réguliers, au niveau des instances politiques locales... □



# L'autocratie et l'empirisme dans la presse de province

Albert Danjou

Nul mieux que « Le Canard Enchaîné » — pour notre plaisir il est vrai — n'a fait la preuve de la grande misère de la presse de province. Il ne se passe pas de semaine qu'un départemental ou un régional n'obtienne le fac-similé d'une ânerie retentissante ou mieux : la « noix d'honneur ».

Pour qui la connaît, en effet, cette « grande dame », qui quadrille le territoire et dont le tirage l'emporte de très loin sur celui des quotidiens de Paris, existe davantage grâce au don d'improvisation de ses journalistes et de ses ouvriers que par toute autre méthode issue de la concertation et de la planification. Le patronat de cette presse compte le plus beau lot d'opportunistes, de démagogues (de droite ou soit-disant de gauche) de réactionnaires, bref d'incapables de tout poil qu'il soit permis d'imaginer. On ne sait que trop les conditions dans lesquelles furent confiées « en apanage » après guerre à de vrais ou faux héros de la résistance les « entreprises » de presse. Résultat : celle de province est en France première par le nombre mais aussi sans doute par la médiocrité et la démagogie.

## Le secrétaire d'édition : journaliste ou automate ?

Outre les raisons politiques et économiques (dont maintes fois « T.S. » s'est fait l'écho) et par voie de conséquence juridiques et techniques qui conditionnent pour l'essentiel cette défaillance face à sa mission d'information, entrent en ligne de compte (de façon secondaire sans doute) les structures même du journal provincial et en premier lieu l'organisation de son réseau de collaborateurs régionaux, départementaux et locaux.

Nombre d'anecdotes démontrent à l'envi que malgré diverses précautions, il est aisé de passer au travers de cette cote de mailles et d'insérer des sottises. Il faut, pour juger en connaissance de cause, avoir vécu l'intense activité qui règne dans une importante rédaction détachée (1) un dimanche soir ; il faut avoir été secrétaire d'édition quand, entre 20 h et 22 h puis 22 h et 24 h arrivent d'énormes hors-sac qui représentent parfois — avec photos — les huit ou neuf pages du lendemain. Multipliez ce problème par vingt, trente, quarante éditions (pour les plus gros quotidiens) en tenant

compte du sous-équipement en hommes ou en matériel (parfois les deux) et vous serez convaincu que techniquement malgré ses imperfections, ses « coquilles », le tirage de nombreux quotidiens de province est le fruit d'une prouesse humaine de tous les jours.

Car, dans la majorité des cas, ce journal qui reflète 24 heures du visage d'une région, d'un département, d'une localité, faute de moyens rapides ou économiques de transmission de la copie et des photos, est conçu, au siège, sur le marbre, à l'atelier, en quatre ou cinq heures. Il faut en réalité aux secrétaires d'édition (qui sont des journalistes) une extraordinaire sagacité, maîtrise de soi, pour, en un temps record parmi les coups de gueule d'adjudants de service, dans une ambiance survoltée, exécuter un travail particulièrement ingrat. Il (le secrétaire) doit être l'automate qui dégage d'un impressionnant volume de texte de valeur très inégale l'évènement sur lequel il faut titrer. Il est fréquent que le moindre papier un peu douteux ou posant un problème particulier passe par une dizaine de mains pour atterrir sur le bureau du rédacteur en chef. Quant au texte le plus anodin il accomplit sensiblement la même trajectoire. La fébrilité qui précède le « bouclage » d'une édition est à elle seule un spectacle. Faut-il préciser qu'il est matériellement impossible à un secrétaire d'édition de prendre connaissance intégralement des centaines de feuilles sur lesquelles il griffonne, en toute hâte, quelques annotations. Alors, parfois, c'est le drame...

## Les collaborateurs de base

Le garde-champêtre est avec le secrétaire de mairie, l'instituteur, le retraité, le collaborateur de base du quotidien de province. Ceci leur vaut plus d'inconvénients — du genre être réveillé à 2 h le matin pour « faire » un accident mortel — que d'avantages. Comment, dans ces conditions, être exigeant sur le choix du correspondant et comment lui inculquer fût-ce un embryon de formation ? Contrairement à une légende, on ne s'improvise pas journaliste.

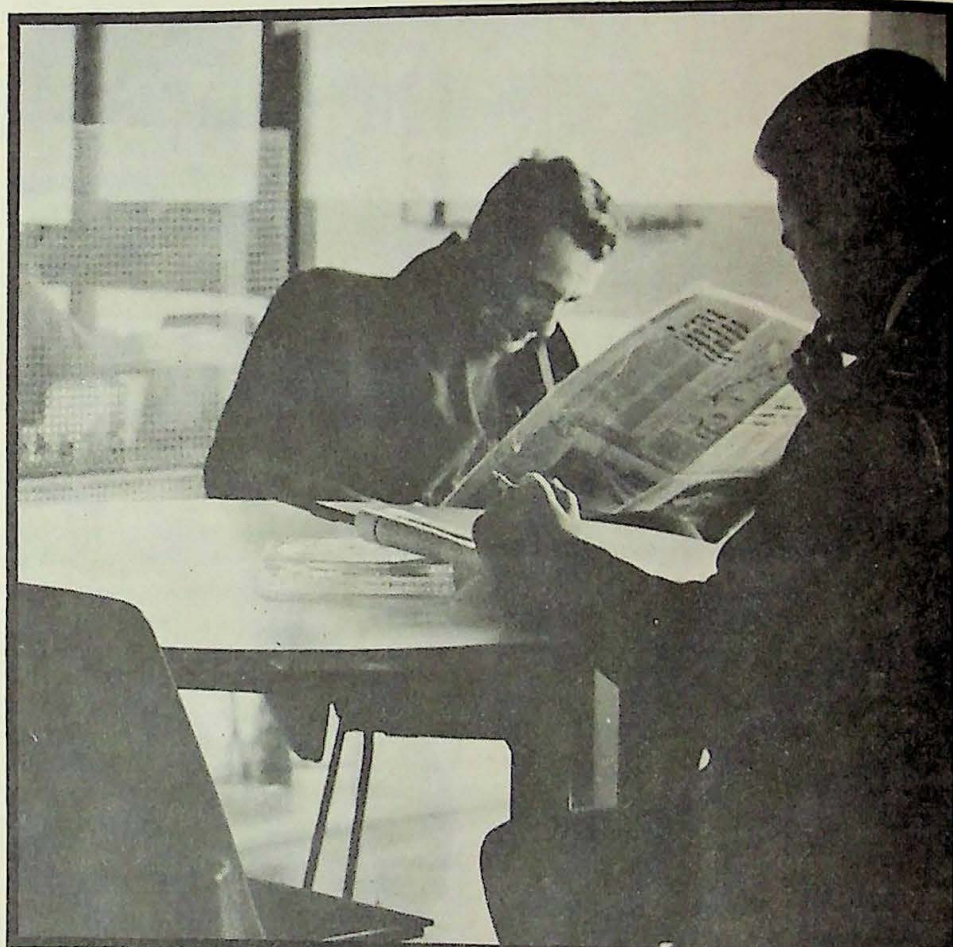
Les difficultés qui assaillent le correspondant, à son niveau, ne sont pas toutefois professionnelles. Elles tiennent davantage aux mœurs, aux traditions qu'il est dif-

ficile d'enfreindre dans un village, parce qu'il faut y tenir compte de la nature des rapports sociaux et humains. Ainsi lui est-il difficile de se dégager de la gangue des chiens écrasés et des petites nouvelles locales qui arrachent parfois une moue de dédain (à tort peut-être) à l'homme cultivé. En fait elles ont une certaine importance, à l'échelle du hameau, mais c'est leur forme et leur exploitation qu'il faut revoir. Enfin — détail non négligeable — le correspondant est payé à la ligne et à la photo. Un département compte en moyenne quelque 200 correspondants pour 6 ou 7 journalistes professionnels surchargés et liés aux exigences de l'actualité. A ces derniers il est matériellement impossible de rewritten l'information qui arrive de tous les

Le SEP représente son journal dans les petites villes de province, les sous-préfectures. Ni la convention collective ni les accords d'entreprise existant ne reconnaissent sa responsabilité. En général il accomplit correctement son travail, mais sa manne quotidienne, en vertu de règles idiotes de la concurrence, est faite surtout de faits divers, de petites informations qu'il ne lui est guère loisible d'anoblir, de modifier dans le sens d'une nécessaire évolution.

## Un individu curieux (et polyvalent) Le journaliste de province

Ainsi dans des délais d'acheminement variables (techniquement ce retard peut être comblé mais cela nécessite des investisse-



Collombert

points du département. Et pourtant — à condition que l'on embauche en conséquence — le rewriter est sans doute à moyen et long terme la solution la plus rationnelle. Surtout si l'on s'oriente un jour vers la réalisation technique de l'édition au niveau de la rédaction détachée (maquettes, composition) ou vers de nouveaux procédés de transmission.

Après le correspondant de village ou de canton intervient le correspondant semi-professionnel (sorte de pigiste) et le détaché SEP (seul en poste). Ce dernier est le véritable paria de la profession. Tout à la fois photographe, agent publicitaire, représentant de la direction, laborantin, femme de ménage (de remplacement) il doit couvrir 24 heures sur 24 tout événement se déroulant sur son « diocèse ». Il a surtout jusqu'à maintenant beaucoup souffert de l'indifférence des syndicats de journalistes et parmi ceux-ci du plus important le SNJ.

ments énormes) la copie parvient à plusieurs reprises dans la journée à la direction départementale. A moins qu'une partie (selon la liaison existant avec le siège) n'échappe à la vigilance du directeur départemental.

C'est toutefois au niveau de la rédaction départementale ou d'une importance égale (selon le tirage) que sont ébauchées les éditions départementale, urbaine et suburbaine, et supervisées, en règle générale, les éditions rurales et les moyennes et petites locales.

Pour divers motifs — empirisme des méthodes de travail, réalités géographiques, obstacles techniques — la conception de ces éditions dans sa totalité échappe (avec des variantes) à celui qui en est responsable.

Le journaliste de province est cet individu un peu curieux qui à 9 h bat la campagne à la recherche de l'accident grave de la nuit, à 15 h discute avec le préfet entre champagne et petits fours, à 16 h



porte en courant son hors-sac à la gare, à 17 h boit un petit muscadet « sur le pouce » avec le re-traité et à 21 h entame une nuit de veille jusqu'à minuit, 1 h, 2 h. Entre temps il aura tiré, beliné des photos. Sans doute existe-t-il plusieurs articles du code du travail interdisant cette sorte de polyvalence qui tourne à l'exploitation et notamment la journée de 12 h. Alors que font les syndicats de la presse ?

Autre question d'importance : la nature des rapports de mandarin à élèves qui sont ceux existant entre une majorité de chefs de rédaction féodaux et les journalistes professionnels et stagiaires. Sans doute y a-t-il des exceptions mais aucun texte conventionnel ne garantit et n'envisage la responsabilité du journaliste autrement que sous l'angle punitif. Il est évident que cet autoritarisme primaire est nuisible à la qualité de l'information.

C'est incontestable : si le quotidien local se repaît encore d'arbres de Noël, de galettes des rois, de départs en retraite, de ragots déguisés, de faits-divers minables et sans résonance humaine, d'assemblées générales sans intérêt, c'est parce qu'une caste ignorante, autocrate, imbue de suffisance s'y oppose de crainte de perdre ses privilèges et surtout de se remettre en question.

Pour toutes ces raisons le journaliste de province n'est pas un professionnel responsable mais un manœuvre d'une certaine information.

On touche là l'un des aspects de la liberté de la presse. En ce sens que même si la liberté de la presse existait en France, la province aurait à vaincre ces problèmes. On peut regretter que les syndicats de la presse (le SNJ essentiellement) n'aient pas su prendre leurs responsabilités dans l'optique de contrôle et de contestation qui doit être leur et aient ainsi été devancés dans la défense de la profession par les sociétés de rédacteurs dont le caractère de co-gestion marque également la limite.

### Le règne des mandarins Quand les lecteurs s'organiseront-ils ?

C'est au niveau de la rédaction détachée importante qu'à l'avenir devrait être pensée l'édition départementale et les locales. Et cette conception devrait être assumée non par un mandarin mais par une équipe. Ceci n'est pas un rêve mais doit être possible à condition que les syndicats de journalistes et l'opinion publique luttent pour l'obtention d'un statut démocratique de la presse et ne limitent pas leur champ de lutte aux frontières de Paris.

Cette structure serait une garantie contre les faiblesses coupables du journal local à l'égard des municipalités en place, des corps constitués, des notables. Il serait évidemment souhaitable qu'une rédaction comporte un large éven-

tail politique afin d'éviter les compromissions et que la discussion soit source de contrôle et d'honnêteté. Il faudrait également ouvrir les colonnes aux lecteurs et aux courants d'opinion, quelle que soit la technique utilisée : tribune libre, interview, etc.

Au problème du travail en équipe se superpose celui de l'accès à l'information. Ici intervient la nécessité de rompre avec la polyvalence du journaliste sans tomber



D.R.

dans une spécialisation hautaine. Il y a une harmonie à trouver entre les deux formules. Il faut aussi souligner le sous-équipement rédactionnel qui a son importance. Sans doute le problème est-il financier. Mais il existe un petit journal de province (et certainement plus d'un) qui se trouve parmi ceux qui paient le plus mal leurs journalistes, parmi les plus mal faits, qui prétend avoir des difficultés et qui entretient à grands frais une direction archi-structurée... pour trois malheureuses éditions ! Alors où sont les patrons sérieux ?

Ce vers quoi il faut tendre c'est à ce que des rubriques (mêmes départementales) comme la vie économique et sociale, les arts, l'université, l'agriculture, les questions régionales et communales, etc. soient confiées à des journalistes formés ou ayant la possibilité de se former. Dans ce sens les tâches non journalistiques et anti-professionnelles devraient-elles polariser la vigilance des syndicats afin que nul patron ne puisse outrepasser la légalité. Imagine-t-on un P3 de Renault qui en plus de sa fonction aurait pour mission d'arroser les pelouses ou de faire un quart d'heure de standard téléphonique ?

Outre les problèmes de sous-équipement, d'horaires, de compétence, de liberté d'opinion, de formation, d'équipement du secrétaire, la déontologie professionnelle

— et notamment les responsabilités morales du journaliste — mérite qu'on se batte pour elle.

Bien des localiers sont convaincus de la nécessité pour eux d'évoluer. Parmi les innombrables sollicitations dont font l'objet les journalistes de province il faudrait impérativement faire le choix entre ce qui présente un caractère réel d'information et ce qui est pure complaisance, routine, tradition. Ils veulent aussi pouvoir

tion locale. Certes ils sont assaillis par d'autres problèmes. Mais qu'ils sachent que nombreux sont les journalistes qui souhaitent avec eux la discussion fraternelle.

### La liberté au rabais de Le Theule

En accueillant Le Theule, tom-beur de l'O.R.T.F., le 13 octobre dernier au siège de la « Nouvelle République » de Tours, son patron, M. Jean Meunier, P.D.G. d'une coopérative soit-disant ouvrière déclarait hypocritement : « la presse de province contribue à développer le sens civique et le sens critique. En offrant un élément de réflexion elle est au service du public et permet au lecteur de devenir un véritable citoyen ».

La belle blague ! Derrière cet optimiste béat de réception officielle il faut déceler le problème de la presse de province livrée pieds et poings liés, sous couvert de résistance, à des hommes qui n'ont que faire de la liberté de la presse. La réponse du ministre fut un chef-d'œuvre de banalité : « l'avenir de la presse dépend d'elle-même (tu parles !). C'est au dynamisme d'une équipe rédactionnelle et des animateurs qu'un journal doit sa prospérité ».

Combien de feuilles d'opinion, dynamiques, valables ont-elles disparu, faute de publicité, depuis la libération, M. le Ministre ? Combien de journaux de province en France actuellement flattent le consommateur et se moquent éperdument du lecteur et du citoyen ? Sans doute votre gouvernement et vous-même vous contentez-vous de cette liberté au rabais. Un socialiste, non ! □

(1) — Rédaction détachée, locale... il est difficile d'y voir clair, surtout pour le néophyte, parmi ces appellations. En fait il existe deux sortes de rédactions détachées (par rapport au siège où est imprimé le journal régional) : celle où exerce le rédacteur (professionnel ou semi-professionnel) détaché seul en poste ; celle où travaillent ensemble plusieurs journalistes (ou rédacteurs, ce qui est la même chose). Ces deux catégories de journalistes rédigent d'une manière continue les pages dites « locales » mais peuvent, il va de soi, collaborer aux pages régionales voire générales, à l'occasion d'un événement. Il existe évidemment plusieurs degrés de qualité dans les locales, selon qu'elles sont rurales, cantonales, ou urbaines et suburbaines.

Le rédacteur seul en poste doit couvrir tout événement sur son territoire et est astreint à diverses corvées anti-professionnelles. Son collègue détaché en équipe (ou encore localier) fait un travail plus agréable (au niveau d'une préfecture ou d'une métropole régionale) mais accomplit également des tâches non professionnelles et n'a pas réussi à se dégager d'une polyvalence nuisible à la qualité de l'information.





A.F.P.

# Pour l'Espagne l'issue est socialiste

Interview recueillie par Marc Echeverry

On nous permettra de ne pas localiser l'endroit où l'entretien qui suit, s'est tenu. La police espagnole veille, et semble attentive à tous les détails. C'est dans l'anonymat le plus strict, qu'un dirigeant étudiant de Madrid, et un responsable des « Commissions ouvrières jeunes » ont bien voulu répondre à nos questions.

La vague de terreur qui s'étend sur l'Espagne depuis l'instauration de l'état d'exception pose des problèmes difficiles à l'opposition socialiste espagnole. Elle n'est pas la seule touchée, mais si elle était démantelée, ce serait grave pour la suite. A l'heure où nous écrivons, le problème est en effet de sauvegarder l'organisation existante. Ce qui veut dire qu'un « temps de réponse » est à prévoir pour les manifestations organisées et généralisées, qui ne manqueront pas de se produire.

Déjà dans les usines, et les universités encore ouvertes, une large discussion se déroule. Déjà des débrayages — en Pays Basque notamment — se sont produits. D'autres suivront.

En instaurant l'état d'exception, qui rompt brutalement avec les ambiguïtés de la libéralisation, Franco espère briser, le très vaste mouvement qui se structurait en Espagne, non seulement pour en finir avec la dictature, mais pour s'engager dans la voie du socialisme. En Espagne comme en France, le socialisme est actuel. C'est ce qu'ont compris non seulement les « durs » du régime, mais aussi l'aile libérale, qui espérait à l'abri des structures autoritaires du franquisme, créer les conditions d'une succession, où les groupes financiers et industriels qui détiennent les leviers de l'économie, auraient non seulement conservé, mais renforcé leur positions privilégiées.

La nouvelle situation qui s'est créée en Espagne, comporte beaucoup de contradictions. Certaines d'entre elles touchent d'évidence les différents groupes qui se partagent le pouvoir. Mais pour l'essentiel la ligne de partage est nette. En Espagne aussi elle passe, par ceux qui affirment que le socialisme est à l'ordre du jour, et tous les autres. Sans oublier cependant que la répression aveugle qui frappe tous les opposants crée de fortes solidarités.

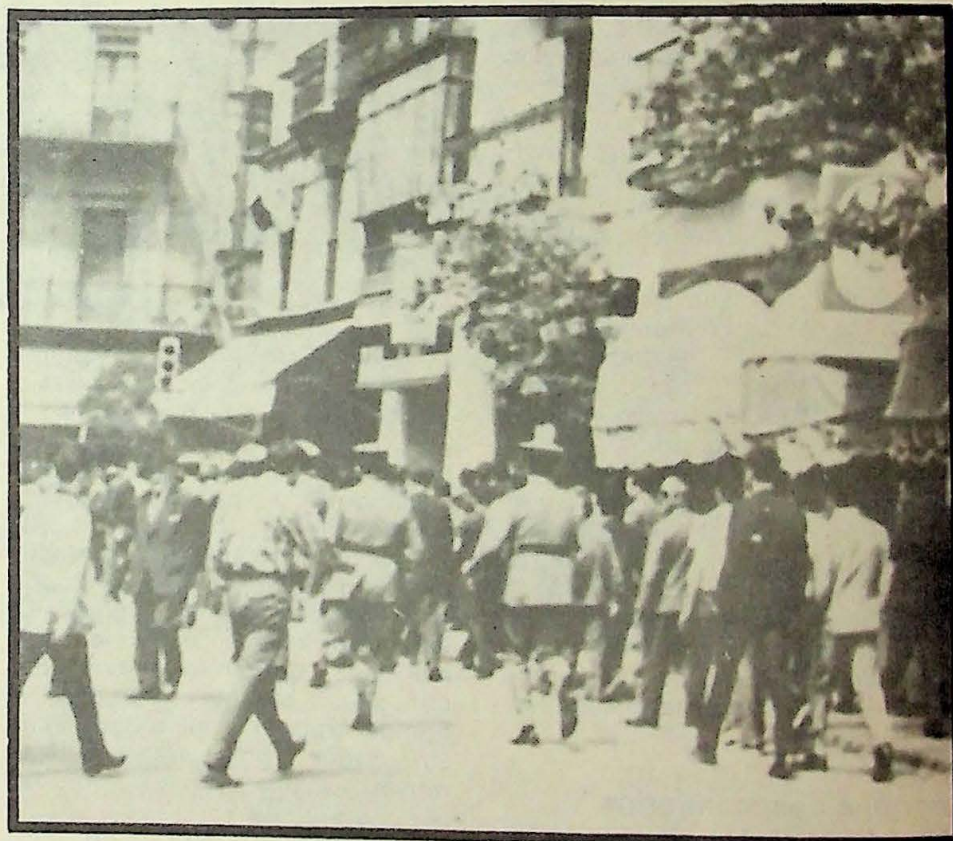
Mais donnons la parole à nos deux militants.

Marc Echeverry

**T.S. Quelles sont à votre avis les raisons qui ont poussé le gouvernement à instaurer l'état d'exception ?**

Elles sont de divers ordres. Fondamentalement le gouvernement a pris peur, non seulement du fait de l'agitation étudiante, mais aussi de celle qui risquait de se produire dans le monde ouvrier, en fonction des discussions qui ne pouvaient manquer de se produire, à l'occasion des nouvelles conventions collectives, ainsi que de la parution de la loi réorganisant les syndicats.

vaient que se manifester devant l'élargissement des luttes étudiantes, et la radicalisation des objectifs que le mouvement étudiant s'est lui-même donné. Pendant longtemps nous avons combattu, pour instaurer un syndicat démocratique étudiant et détruire le SEU, le syndicat officiel. Cette première bataille, a été on peut le dire gagnée. Mais elle a en même temps permis à de larges secteurs étudiants de prendre conscience du contenu idéologique de l'enseignement professé, ainsi que de l'anachronisme des structures de l'université espagnole. Si bien que



A.F.P.

Il est vrai aussi que face à l'offensive populaire attendue, et compte tenu de la crise économique qui allait en s'aggravant, des divergences sont apparues au sein même des forces qui soutiennent le régime et participent au gouvernement. Mais devant la radicalisation rapide de la situation, il y a eu comme un pacte de fait entre les tenants du pouvoir. Nous n'ignorons rien de leurs divisions. Nous ne pensons pas qu'il faille les surestimer, encore moins créer des illusions autour d'elles.

**T.S. On a beaucoup parlé en France du mouvement étudiant. Présentait-il des aspects nouveaux qui expliquent les mesures de répression qui ont été prises ?**

Les craintes du pouvoir ne pou-

peu à peu — mais très rapidement ces derniers mois — une grande partie des étudiants ont engagé la bataille sur des mots d'ordre nettement plus avancés, tels que « contrôle étudiant », « Université populaire » etc.

**T.S. Cette évolution ressemble à celle des étudiants français. La comparaison est-elle exacte ?**

Il est toujours mécanique de vouloir comparer terme à terme, des situations universitaires. Il y a des traits spécifiques à la situation espagnole. Ne serait-ce que l'existence depuis trente ans du franquisme, et de l'obscurantisme officiel. Il est cependant exact de dire que cette année les objectifs pour lesquels nous luttons se rapprochaient de ceux des étudiants





A.F.P.

français. Nous avons suivi avec passion le mouvement de mai, et en avons retenu bien des leçons.

**T.S. Eprouvez-vous les mêmes difficultés qu'en France, pour créer et solidifier vos liens avec la classe ouvrière ?**

Comme vous le savez, depuis quelques années se sont créées en Espagne, les Commissions Ouvrières. Ces Commissions, qui sont organisées, par usines, par branches, et par secteurs géographiques, se sont multipliées dans toute l'Espagne, et sont aujourd'hui les seuls organismes réellement représentatifs de la classe ouvrière. Le pouvoir sans les reconnaître les tolérait, tout en poursuivant leurs dirigeants chaque fois avaient beaucoup inquiété les autorités.

Selon les endroits, les relations entre organisations étudiantes et commissions ouvrières sont effectives, ou tennes, ou même n'existent pas. Il faut cependant rappeler que ces dernières semaines avaient vu des manifestations comme, à Madrid et Barcelone, notamment organisées par les étudiants et les « commissions ouvrières jeunes ». Ces manifestations de rues courtes et très mobiles, avaient beaucoup inquiété les autorités.

**T.S. Peut-on considérer que l'ensemble des Commissions Ouvrières était prêt à suivre ce mouvement ?**

Non, le niveau de combativité de ces Commissions, de même que les objectifs, varient d'une région à l'autre, ou d'une branche à l'autre.

En vérité un large débat était ouvert au sein des Commissions Ouvrières, sur leur orientation dans les mois à venir. Il s'agissait de savoir si les Commissions Ouvrières, devaient mener une bataille stric-

tement revendicative, ou si elles devaient sans cesse de défendre les revendications matérielles, lier ce combat à une lutte décidée contre le capitalisme espagnol et pour le socialisme.

Pour les premiers, il s'agissait d'imposer de nouveaux syndicats démocratiques dans un cadre légal. De « légaliser » en quelque sorte les Commissions Ouvrières. Pour les autres cette orientation non seulement ne correspondait pas au niveau de combativité déjà atteint, mais en outre créait des illusions dangereuses. Car le régime franquiste tel qu'il est, ne peut s'ouvrir à quelque dialogue que ce soit, sans se condamner lui-même.

Bien entendu cette discussion se reflétait au niveau politique puisque différentes forces participent aux Commissions Ouvrières, avec des influences diverses selon les branches industrielles ou les secteurs géographiques.

Ces forces politiques sont : le Parti Communiste Espagnol, les Organisations Frente, (F.L.P., FOC, ESBA), l'A.S.T. (Action syndicale des travailleurs), d'influence catholique, et bien entendu des inorganisés.

Il faut cependant signaler l'existence de l'Union Syndicale Ouvrière (U.S.O.), qui a une certaine influence dans les milieux des employés, de même que en Pays Basque l'Alliance Syndicale (UGT-STV), composée des anciennes organisations traditionnelles, garde un poids incontestable.

Ces précisions étant données, il était clair que la nouvelle loi syndicale et les conventions collectives qui devaient être renouvelées, allaient provoquer des mouvements extrêmement importants, auquel l'ensemble des Commissions Ouvrières était décidé.

La nouvelle loi syndicale, que l'on prétendait imposer, conservait les structures verticales et

intégrées qui étaient déjà celles des syndicats officiels. Trois secteurs étaient organisés (Patronat, Ouvriers, et Techniciens). Cette dernière branche était créée dans l'espoir de gagner les cadres qui se voyaient ainsi concéder une représentation à part. Mais l'opposition à cette loi syndicale était totale. La Conférence épiscopale, elle-même l'avait condamnée.

Il est certain, que le gouvernement redoutait cette échéance. Sans doute voudra-t-il maintenant la faire passer, à l'abri de l'état d'exception.

**T.S. Cet ensemble de problèmes se retrouve-t-il au niveau politique.**

Bien évidemment. Quelle que soit la solidarité de combat qui nous lie à diverses forces de l'opposition face à la répression, il est nécessaire de dire clairement les difficultés qui sont les nôtres.

Il existe diverses oppositions en Espagne, dont les racines et les orientations sont très diverses. La démocratie chrétienne a un pied

**T.S. Quelle est la politique du P.C.E. ?**

Depuis des années le Parti Communiste développe une politique d'unité nationale, tendant à unifier dans une même lutte, toutes les couches non monopolistes. Cela va loin, puisque après l'état d'exception, le Parti Communiste, a encore fait appel à l'armée.

Une telle politique dite de démocratisation passe obligatoirement par une série de compromis, et même de garanties, données à toute la bourgeoisie, la moyenne, comme la petite, l'Eglise... et l'armée.

Outre que cette vision des choses nous paraît irréaliste (le Comte de Motrico, ancien ambassadeur à Paris, et personnalité monarchiste, dit non sans raison, « nous nous passerons des communistes, car ils n'ont aucune facture à nous présenter), elle a le grave, très grave inconvénient de faire de la classe ouvrière une force d'appoint, à la remorque de l'opposition bourgeoise. Ce ne sont pas les phrases habilement gauchistes de Santiago Carrillo qui nous feront changer d'avis.

En vérité le P.C.E., continue d'appliquer ses analyses à une Espagne qui en serait encore à 30. Or les mutations des structures économiques espagnoles sont profondes. Si l'Espagne n'a pas atteint un développement comparable à celui des pays de l'Europe Occidentale, elle n'est plus un pays sous développé. Ne pas en tenir compte, ne pas comprendre que le poids économique des différentes couches sociales est en train de changer d'une manière sensible, c'est se condamner à ne plus pouvoir intervenir. C'est désorienter la classe ouvrière.

**T.S. Mais celle-ci a-t-elle conscience de cette difficulté ?**

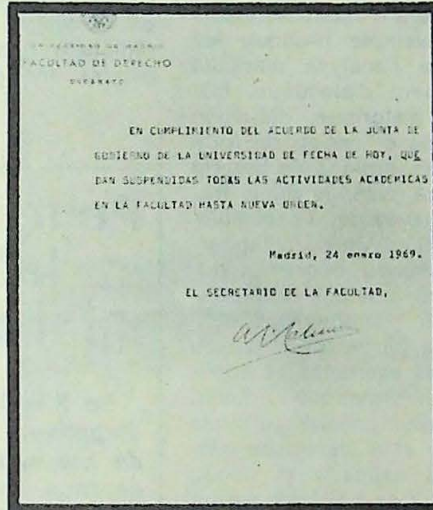
Trente ans de franquisme ne facilitent pas les choses, mais vous ne pouvez vous imaginer l'immense expérience accumulée ces dernières années et ces derniers mois. Les jeunes notamment sont avides non seulement d'action, mais de réflexion.

**T.S. La répression ne risque-t-elle pas de couper court à tout ce mouvement ?**

C'est faire du triomphalisme que de dire que les manifestations de masse peuvent être spontanées et générales. Pour l'instant, notre problème est d'assurer la sécurité du plus grand nombre possible de nos militants. Mais déjà il est vrai nous organisons la contre-offensive.

**T.S. La peur ne risque-t-elle pas de vous paralyser ?**

Oui nous avons peur, pour tous nos militants, pour tout notre peuple. Mais nous savons aussi ce qu'il faut faire. Et cela nous le ferons. C'est un combat lourd de conséquences qui s'engage. Mais nous croyons en notre peuple. Nous savons que nous connaissons le socialisme en Espagne.



A.F.P.

dans le gouvernement et l'autre dans l'opposition. D'où ses ambiguïtés. En fait elle est liée au grand capital financier, mais en même temps elle est représentative de couches moyennes et de professions libérales. Elle s'est crue pendant longtemps en situation d'assurer la succession. Mais elle ne peut le faire que dans un cadre parlementaire. Or les structures économiques espagnoles, sont en train de craquer, et rien ne permet de penser que le capitalisme espagnol, envisage pour résoudre ses problèmes d'instaurer un régime de type occidental. La mise à l'heure européenne passe par d'autres voies. C'est ce que pense pour l'essentiel l'Opus Dei et ses ministres les plus représentatifs, tels Lopez Rodo, ministre du Plan.

A gauche, le Parti Socialiste (PSOE) confiné dans ses bureaux toulousains, ne représente plus rien, et des personnalités comme Tierro Galvau, sont en l'air, sans véritable influence sur le terrain.

Reste le problème du Parti Communiste Espagnol dont la politique dite de « réconciliation nationale » nous semble constituer un des freins sérieux, pour l'unité et la combativité des militants socialistes.



# WIE militante

## Informatique et socialisme

Philippe Guyot

L'informatique est entrée désormais dans notre vie et risque de bouleverser, dans les années qui viennent, les données des activités sociales. Nous ne pouvons nous désintéresser d'un tel phénomène. Le parti a donc constitué un groupe qui s'est donné comme objectif la participation à l'élaboration de propositions dans ce domaine spécifique en fonction de l'étude de l'ensemble des implications. Mais nos camarades n'entendent en rien nourrir des dossiers technocratiques mais faire œuvre de militants socialistes, c'est-à-dire mettre en lumière les problèmes qui sont en cause en référence avec les objectifs du parti.

Dans cette ligne générale, il est apparu rapidement indispensable de mener de pair la réflexion et la formation des participants, les familiarisant avec les méthodes de l'analyse marxiste et montrant à partir d'exemples concrets l'utilité et le maniement de ces outils. Seront ainsi abordés successivement l'industrie de l'informatique (situation monopolistique, le profit, l'accumulation du capital); l'informatique et le développement économique (progress scientifique et technique, modifications structurelles); le plan calcul (relations entre infra- et superstructures, analyse marxiste d'une situation); l'étude comparée du développement de l'informatique dans divers pays (matérialisme historique); l'informatique et les facteurs de production (rapports de produc-

tion et rapports sociaux); la formation à l'informatique (problème des classes et de l'aliénation); l'informatique et l'emploi (valeur, travail, aliénation, dialectique entre rapports de production et rapports sociaux); l'informatique comme instrument de classe.

Ces différents thèmes seront abordés au cours d'un cycle qui sera animé par des méthodes particulièrement actives. Chaque séance sera introduite par un exposé au cours duquel on s'efforcera d'appliquer à partir d'un exemple pratique les notions de l'analyse marxiste (raisonnement dialectique, matérialisme historique, définition des classes et notion de lutte des classes, notions de théorie économique, telles la valeur travail, la plus-value, l'accumulation du capital, etc.). Un rapporteur de séance dégagera par écrit les conclusions de la discussion en distinguant à chaque fois la partie théorique du sujet et les exemples et applications « informatique ». Enfin, un rapporteur général du cycle fera au fur et à mesure la synthèse des exposés et débat. Ces travaux de synthèse seront critiqués au cours de quelques séances à la fin du cycle.

Tous les camarades intéressés ainsi que ceux qui désiraient participer à la préparation des séances doivent se faire connaître et envoyer leurs analyses au groupe Informatique. Ainsi, le cycle sera la chose de tous !

## P.S.U.

### Documentation

#### Titres parus :

\* du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'auto-gestion,

\* la région et la construction socialiste,

\* la crise économique en France,

\* la crise du système monétaire international.

#### A paraître :

\* la notion de programme.

\* question tchécoslovaque.

Abonnements : les 20 numéros 15 F, à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). C.C.P. 5826-65 Paris.

## Journée nationale des cheminots PSU

Le 23 février, à partir de 10 h., au siège du Parti, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>), la Commission Nationale Entreprises organise une

Journée nationale des Cheminots du P.S.U.  
A l'ordre du jour :  
— Le rapport Nora et la dénationalisation de la S.N.-C.F.

— Le préavis de grève.

— La liaison route-rail.

Un rapport préparatoire sera adressé aux sections et groupes de cheminots.

Renseignements et inscriptions : Commission Nationale Entreprises du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>.

## En bref

Plus de cinq cents personnes parmi lesquels un grand nombre d'ouvriers et de lycéens ont assisté au meeting de notre Parti à Boulogne-sur-Mer. Abraham Beher, Marc Heurgon et Jacques Sauvageot ont successivement traité le thème central - l'unité étudiants-travailleurs - vue sous l'angle des luttes universitaires, du contrôle ouvrier et du débat dans le courant révolutionnaire devant une assistance passionnée. A noter quelques éléments curieux dans une réunion parfaitement réussie : d'une part, quelques perturbateurs, gaullistes ou fascistes, ont improvisé un nouveau moyen de sabotage, la « Marseillaise ». Par ailleurs, le maire S.F.I.O. de la commune, soumis aux pressions convergentes de l'U.D.R. et du Parti Communiste, a malgré tout tenu bon et obligé la C.G.T. à mettre à notre disposition la Bourse du Travail. Réaction intéressante parce que rare !

Les sept fédérations de la région parisienne ont constitué en commun une commission régionale Entreprises. Celle-ci tiendra une permanence cha-

que soir, de 19 h à 21 h, au siège du Parti pour tous les groupes et sections d'entreprises de la région.

Chaque jour, un camarade plus spécialement spécialiste d'une branche d'industrie sera à la disposition des camarades pour des renseignements précis. La répartition suivante a été prévue :

Le lundi : travailleurs de la métallurgie.

Le mardi : fonction publique et éclairage.

Le mercredi : cheminots et postiers.

Le jeudi : chimie, pétrole, énergie nucléaire.

Le vendredi : hospitaliers, livre, bâtiment et autres activités.

## Spécial programme

Le numéro « Spécial Programme » est toujours en vente à l'Administration de « T.S. » : 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>).

Prix de l'exemplaire : 0,50 F

## Pour le renforcement et le développement du courant socialiste

Le P.S.U. en 1968 a dû pour se donner les moyens d'appliquer la politique définie par le 5<sup>e</sup> Congrès, lancer de nombreux appels tant auprès de ses militants que de tous ceux qui sont d'accord avec les objectifs de son combat.

Ces appels ont donné les résultats suivants :

— cotisations supplémentaires demandées aux militants .....	19 134 F.
— souscriptions élections .....	90 673 F.
— journées de salaire militants .....	179 650 F.

Ces résultats sont encourageants. Ils ont permis au parti d'assurer et d'affirmer la présence du courant socialiste dans toutes les batailles de 1968.

Cependant ils sont inégaux. Le montant de la journée de salaire donne à peine 10 francs par militant en moyenne, ce qui veut dire tout simplement qu'un très grand nombre de camarades, probablement plus de la moitié, n'ont encore rien versé à ce titre au Parti. Il en est de même pour l'ensemble de nos sympathisants qui n'ont pas été convenablement associés à cette initiative. C'est à tous ces militants et sympathisants que le P.S.U. s'adresse aujourd'hui.

Le combat pour le socialisme a également besoin de moyens matériels et financiers. Quel est le sens d'un engagement politique et du soutien d'une lutte si l'un comme l'autre n'entraîne aucun sacrifice. Chacun d'entre vous consacre chaque mois plusieurs billets de 10 francs pour des besoins qui ne sont pas essentiels et dont vous pouvez vous passer sans que votre niveau de vie en soit atteint.

Du sacrifice de ces besoins futiles pendant une période d'un mois dépend l'apurement complet de quelques dettes électorales qui mettent en situation critique plusieurs fédérations départementales du Parti et surtout le développement de notre lutte pour le SOCIALISME.

Les versements sont à faire à l'ordre du P.S.U. C.C.P. Paris 14020 44.

## Réunions et meetings

### SAMEDI 8 FEVRIER

— Colombes : de 15 h à 20 h. Salle Municipale, rue Julien-Gallé. Assemblée des militants des Hauts-de-Seine. Préparation des congrès fédéral et national.

— Meurthe-et-Moselle : journée sur les problèmes économiques avec Jacques Malterre.

— Rencontre nationale des agents P.T.T., adhérents au P.S.U. : 14 h 30, au siège du parti.

### DIMANCHE 9 FEVRIER

— Seine-et-Marne : réunion fédérale « jeunes » : de 9 h à 18 h (237, Murger-Papillon, 77-Le Mée).

— Viroflay : 9 h. Mairie de Viroflay. Assemblée des militants des Yvelines.

### MERCREDI 12 FEVRIER

— Pau : réunion avec Michel Rocard.

— Fécamp : projection du film sur la Tchécoslovaquie. Débats avec Philippe Laubreaux.

### JEUDI 13 FEVRIER

— Tarbes : réunion avec Michel Rocard.

### VENDREDI 14 FEVRIER

— Bordeaux : réunion avec Michel Rocard.

### SAMEDI 15 FEVRIER

— Clichy : colloque sur « régimes communistes et démocratie socialiste » avec la participation de Pierre Naville.

— Rencontre nationale des agents E.D.F., adhérents au P.S.U. : 14 h 30, au siège du parti.

### 15 ET 16 FEVRIER

— Conférence nationale presse.

Ordre du jour :  
1. Le rôle de la presse socialiste par rapport au marché général.

2. Tribune Socialiste et l'ensemble des moyens d'information du P.S.U.

3. La bataille de la diffusion de nos publications.

### MERCREDI 19 FEVRIER

— Melun : meeting avec Manuel Bridier.

### SAMEDI 22 FEVRIER

— Journée de formation des militants des entreprises de la région parisienne : « le front culturel dans les entreprises. »

### 22 ET 23 FEVRIER

— Meurthe-et-Moselle : week-end sur les problèmes internationaux avec Manuel Bridier.

### LUNDI 24 FEVRIER

— Noisy-le-Sec : meeting avec Michel Rocard.

## Cahier de formation

La fédération du Rhône vient d'éditer un cahier de formation intitulé « Introduction au marxisme ». En vente à « Tribune Socialiste » : 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>).

Prix de l'exemplaire : 1,50 F.



## Prague après le martyre de Jan Palach

Gilbert Chantaire

A la lumière des derniers événements, la situation politique se délicate en Tchécoslovaquie. L'affaire Smrkovsky avait été le prétexte à de sérieux affrontements entre partisans et adversaires de la normalisation. La longue semaine d'effervescence qui a précédé les obsèques de Jan Palach a vu se radicaliser un peu plus encore les positions des forces en présence. Il est évident que l'épreuve de force se prépare. Le camp des progressistes, syndicats-étudiants-intellectuels a trouvé une cohésion jamais atteinte. Malgré la poursuite de la normalisation, ce courant a accentué son influence, tant pendant le limogeage de Smrkovsky que lors des funérailles de Palach. Il est non moins évident cependant, qu'en face on fournit les armes. Les orthodoxes, réalistes ou prosoviétiques passent à la contre-attaque. Chaque étape de la normalisation est désormais le prétexte à un conflit où se durcissent les positions des antagonistes. La cohésion du camp des réalistes s'affermi elle aussi. Ce groupe est resté de plus en plus isolé mais l'audace qu'il manifeste actuellement est inquiétante tant sur le plan de sa détermination que de sa force éventuelle.

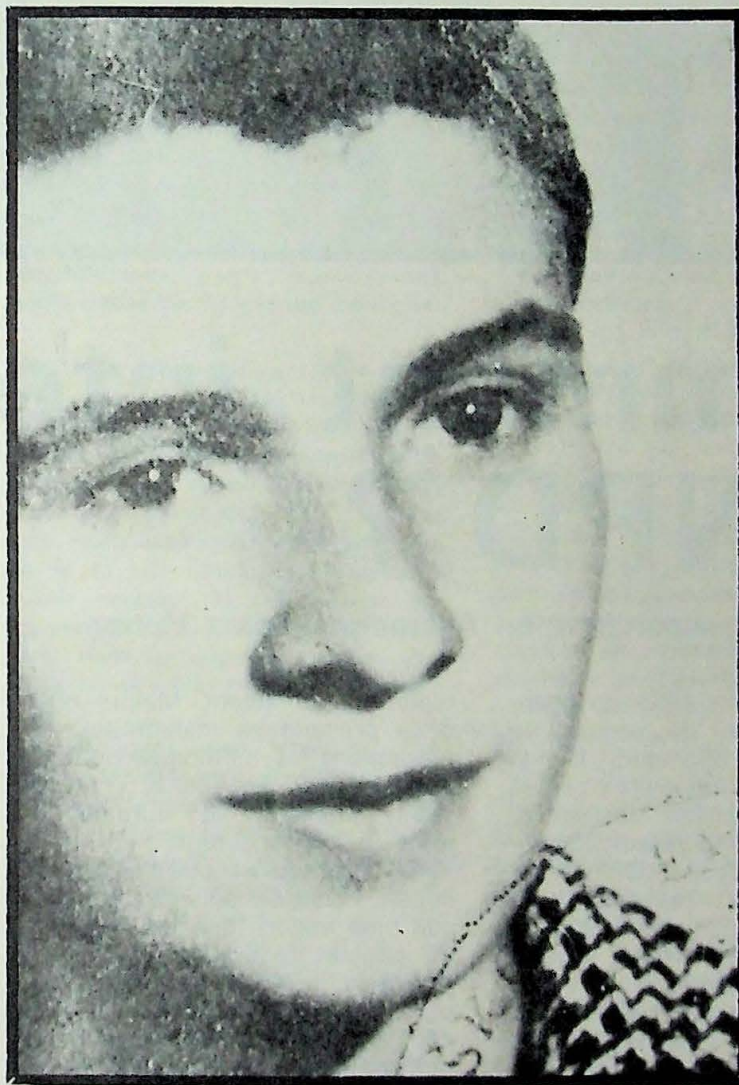
Tout d'abord, les « durs » de toujours, tel Indra et Bilak ont tenté de discréditer la vague de suicides cherchant à la retourner contre les libéraux. Ces hommes sont, comme le général Rytir, ancien chef d'état-major de Novotny, trop discrédités auprès des masses pour avoir une influence quelconque. Plus grave est la réunion des « vieux communistes » (immédiatement relatée par la *Pravda*) qui s'est tenue dans le district de Prague-Liben. Réunion qui rappelle étrangement les entreprises du général Moczar et des « Partisans » en Pologne. Les milices ouvrières de Bohême ont exprimé leur soutien à Husak, ce qui constitue un fait sans précédent. C'est la première fois qu'une organisation Tchèque manifeste sa sympathie au chef du parti slovaque.

### Strougal apparaît

Jusqu'à présent, on classait les différents courants tchécoslovaques selon trois forces : Progressistes (Smrkovsky, Cisar, Dubcek...), centristes ou réalistes (Husak, Strougal...) et conservateurs prosoviétiques (Indra, Kolder, Bilak...). Il semble désormais que le conflit se réduise de plus en plus à l'affrontement de deux camps, progressistes et normalisateurs. Prosoviétiques et réalistes, malgré des intérêts divergeants sont objectivement engagés dans un combat commun contre les partisans du nouveau cours. A cet égard les déclarations et agissements d'un homme comme Strougal sont semblables à ceux de Bi-

lak par exemple. Grand vainqueur de la normalisation à l'automne (entrée au secrétariat du comité central et au présidium) Inhomir Strougal était resté relativement muet dans l'ombre de Gustav Husak. Aujourd'hui, il le surpasse outrageusement dans la complaisance à l'égard des Soviétiques et la dénonciation des « forces antisocialistes ». Ses récents appels aux milices ouvrières, bastion du conservatisme sont significatifs de cette orientation. Strougal se lance ouvertement dans la lutte contre les syndicats ouvriers et les intellectuels. Quant à l'activité de l'ensemble du parti communiste il dé-

tion des options prises par les dirigeants tchécoslovaques, Strougal joue un rôle non moins déterminant. Il s'oppose à des élections à la Chambre du peuple (élections qui élimineraient sans aucun doute les conservateurs notoires qui continuent de siéger dans cette assemblée). Cisar a en vain tenté d'imposer le renouvellement du personnel de cette chambre. Pour Strougal, les élections doivent être la conséquence et non la condition de la normalisation. Curieuse interprétation des différents accords signés depuis le 22 août et des principes retenus pendant l'année 1968.



A.F.P.

clare froidement qu'elle se fait sur la base du manifeste des deux mille mots « plate-forme anti-parti ». Réalistes ou conservateurs dénoncent sans cesse ce manifeste. Les Soviétiques l'utilisèrent comme prétexte à l'intervention. A ce propos, Arthur London, rescapé du procès Slansky déclarait : « On nous a envoyé 6.000 chars, trois chars pour chaque mot ! »

### Les « partisans » tchécoslovaques

En ce qui concerne la mise en place des institutions et l'applica-

Il serait incertain de faire des pronostics à l'heure actuelle mais on peut penser que l'objectif des réalistes et des conservateurs, par leur action conjuguée avec les milices ouvrières et les « vieux communistes » est de conduire à une situation de type polonais ou hongrois. C'est-à-dire la récupération d'un mouvement populaire par les forces conservatrices. Un nationalisme étroit étant le ferment de l'unité nouvelle. Nous pensons cependant que la démocratisation a été suffisamment poussée et prolongée pour qu'un tel retour en arrière soit possible. □





A.F.P.

# Comment interdire le NPD ?

De notre correspondant en Allemagne Louis Henry

Le 20 septembre 1968, au cours d'une conférence de presse, le ministre ouest-allemand Benda déclarait à Bonn qu'il était prêt à présenter au Conseil des ministres, une motion d'interdiction visant le Parti National Démocratique (NPD), ce rassemblement d'extrême-droite généralement qualifié de parti néo-nazi. Aujourd'hui, la presse fédérale relate les difficultés jurisprudentielles que ce projet serait susceptible de rencontrer après introduction à la Chambre constitutionnelle de Karlsruhe.

## Buts avoués et inavoués

Pour le leader du parti, Adolf von Thadden, le problème est simple. La coalition gouvernementale est un assemblage hybride appelé à se désagréger. En conséquence, il n'est que de recourir aux principes politiques du passé basés sur l'autorité. L'Europe doit se garantir contre les influences extérieures, chaque pays conserver son identité nationale, voire la renforcer, sans rejeter d'emblée l'idée d'une unité supranationale. Le programme de politique intérieure du NPD est édifiant : des pouvoirs discrétionnaires aux mains d'une oligarchie. Le peuple élirait direc-

tement le président. Malgré quelques précautions maladroites, les prédictions et méthodes pour ce que Thadden appelle le « renouveau allemand et européen », toute la phraséologie du parti, flaire le national-socialisme à vingt lieues. Nous en sommes convaincus plus encore que les membres du cabinet fédéral, avec de tels principes, le Parlement serait vite privé du reste, de libre arbitre, le conditionnement définitif de l'opinion ne ferait pas long feu, le syndicalisme, déjà dépolitisé, serait supporté en tant que caricature de lui-même, aussi longtemps qu'il pourrait remplir utilement une fonction décorative d'exutoire.

## ... S'en débarrasser,

Pour interdire le NPD, il faudrait que les juges du tribunal de Karlsruhe déclarent le parti « inconstitutionnel ». Mais un tel verdict exige des preuves de visées ou de menées antidémocratiques, c'est-à-dire contraires à l'esprit de la loi fondamentale. L'article 21 de la Constitution ouest-allemande est formel ; encore faudrait-il pouvoir s'en servir. Depuis la fondation de l'Etat fédéral il n'a été invoqué en 20 ans qu'à deux reprises, pour la dissolution du Parti

socialiste du Reich (ouvertement néo-nazi) et contre le Parti communiste allemand. Ici, les juges n'avaient eu aucune peine à réunir les éléments de la motivation, se référant à la filiation séparatiste de ces formations et à l'antériorité. Pas question de cela pour le NPD. C'est un fait que les 28.000 membres de ce parti, agrippés en leurs 10 länder et à Berlin-Ouest, savent cultiver l'art de se faire oublier. Bien au contraire, ce sont les groupements de la gauche, SDS en tête, qui, victimes de leur écœurement, se sont faits remarquer par leur tendance à effrayer le bourgeois. La stratégie du parti d'extrême-droite ne laissant pas de prise à la science des juristes, ceux-ci ont songé aux expédients. Rejeter, par exemple, la motion d'interdiction en tablant sur la publicité de l'exposé des motifs pour le discréditer. La procédure aurait ainsi pu s'ouvrir en temps opportun, à la veille des législatives de l'automne, étant entendu que jusque là, on aurait laissé la politique de l'épée de Damoclès poursuivre son bonhomme de chemin.

Mais les hésitations naquirent d'un calcul. Tout au plus, cette pratique coûterait 100.000 suffra-

ges au NPD : ceux des mécontents sensibles aux anathèmes officiels. Quant au noyau des « durs », qui sait s'il ne s'en trouverait pas raffermi par l'action salvatrice de la persécution du pouvoir ? Une autre solution radicale a été envisagée : interdire en même temps que le NPD, le SDS des étudiants d'extrême-gauche et le DKP, le nouveau parti communiste allemand autorisé depuis le 25 septembre 1968 — donc cependant implicitement réputé « constitutionnel ». De cette manière, les partis au pouvoir n'en auraient que mieux régné. Mais sans doute appréhendent-ils un redoublement de l'action contestataire répondant à une telle extraction. Alors, de guerre lasse, plutôt que de courir au devant d'une humiliation consécutive à un verdict négatif de « non-interdiction », on considère qu'il serait peut-être plus prudent de s'en tenir là. N'introduire de motion ni à Karlsruhe, ni au Conseil ministériel. Les ministres de Bonn paraissent résolus à cette carence tout comme le chancelier, peu charmé, il est vrai, à la perspective de devoir dissimuler dans ses placards, aux grands moments de politique étrangère, des personnages aussi inquiétants.

## L'influence pernicieuse

En mars prochain, vingt-deux députés NPD des parlements provinciaux participeront à l'élection du Président de la République en leur qualité de membres de droit de l'Assemblée Fédérale. Probablement, se réjouissent-ils déjà du rôle d'arbitrage qui leur échoit. Si le vote a lieu à Berlin-Ouest, comme cela paraît devoir se confirmer malgré les conseils discrets des trois occidentaux, Pankow et Moscou se saisiront de l'occasion. La honte rejaillira non seulement sur le gouvernement Kiesinger auteur du choix du lieu, mais sur le peuple. Thadden et le comité directeur du mouvement nationaliste qui ouvrira sa campagne électorale à Bayreuth les 21 et 22 février, ont prédit que lors des élections législatives de septembre 1969, 50 députés NPD entreraient au Bundestag. De quelle autorité peut se réclamer une telle assemblée qui nous rappellerait le défunt Reichstag ? Les membres du gouvernement et la presse bien pensante espèrent que chaque citoyen, le jour du vote, saura faire preuve de maturité politique et de sagesse électorale. Ce serait évidemment la meilleure façon de se débarrasser du NPD. Mais l'électorat y a-t-il été préparé ?

Même représenté en moindre proportion au parlement, le NPD ne peut manquer d'exercer sur la politique intérieure ouest-allemande sa mauvaise influence à la façon du poujadisme en France ou du mac-carthysme aux Etats-Unis. Pour ne pas paraître en reste, les chrétiens démocrates et leurs alliés politiques ne risquent-ils pas d'être amenés à accentuer leur style de politiciens grands-droitières au point de s'identifier à leurs dangereux opposants ? □



# Pour un parti révolutionnaire

A. Durez

L'absence d'un parti révolutionnaire s'est fait cruellement sentir au cours des événements de mai. Si le P.S.U. aspire à devenir un tel parti il lui faut rompre avec un passé fait de compromissions, de pratiques réformistes et d'une tradition social-démocrate. Il faut commencer par faire la révolution à l'intérieur du parti pour en écarter le réformisme sous ses aspects ancien ou moderniste et le bureaucratisme qu'envisage le P.S.U. et son appareil comme une fin en soi, quelle que soit sa politique.

L'élaboration d'une politique et d'une stratégie révolutionnaire doit s'accompagner nécessairement de la condamnation du colloque de Grenoble auquel les résolutions du C.P.N. continuent à se référer. Elle doit impliquer également le rejet du programme de 1967 que « Tribune Socialiste » vient de rééditer.

Le P.S.U. ne saurait continuer à mener une politique à double face, soutenant la lutte des étudiants au mois de mai tout en essayant de jouer en sous-main la carte Mendès-France qui était aux yeux de certains cercles de la bourgeoisie le dernier rempart de la défense du régime ; acceptant à la même époque (C.P.N. du 11 mai) le principe d'un colloque avec François Mitterrand et prenant l'initiative d'une ouverture en direction de la Convention des Institutions Républicaines (C.P.N. du 5 octobre) sous couvert de dialogue avec les courants de mai.

L'adoption de nouvelles thèses de tournure plus gauchiste se juxtaposant aux textes et prises de positions anciens ne ferait qu'accroître la con-

fusion et permettrait à une direction inchangée de prendre les initiatives les plus contradictoires au gré des événements.

La transformation du P.S.U. suppose qu'un courant révolutionnaire marxiste-léniniste s'organise et se développe à l'intérieur du parti. Ceci est particulièrement urgent dans le cadre de la préparation du prochain Congrès.

La contribution d'un parti révolutionnaire ne saurait être, d'autre part, le seul apanage du P.S.U. Il ne peut s'accomplir qu'au travers d'un combat mené en commun et d'une unification à terme avec divers courants révolutionnaires. La politique du P.S.U. « seul » supplantant graduellement toutes les autres formations et postulant l'exercice du pouvoir est une aberration née d'un esprit bureaucratique proche de la conception stalinienne.

L'un des objets principaux du 6<sup>e</sup> Congrès doit être de définir l'activité des militants du parti au sein des Comités d'Action d'entreprises, de quartiers, d'universités et lycéens. Le débat à l'intérieur du parti doit être élargi aux divers courants révolutionnaires sous des modalités à définir.

La tendance révolutionnaire présentera ses analyses et ses propositions au Congrès à partir des travaux actuellement entrepris dans les sections de base du parti.

Ce texte a été présenté au Comité Politique National par A. Durez comme projet de résolution s'opposant aux thèses adoptées par le C.P.N. Il a obtenu une voix, la sienne.

# Le nouveau courant socialiste et le PSU

A. Garnier

Contre-propositions soumises à la discussion sur les thèses N<sup>os</sup> 7 et 8,

1. Les deux formations traditionnelles de la gauche, issues de la scission de Tours, n'ont jamais été capables de définir un projet de société socialiste pour les pays industrialisés ni une stratégie permettant de vaincre les forces du capitalisme.

2. Face à cette carence, un nouveau courant socialiste s'est constitué, formé d'hommes ayant appartenu aux anciens partis et de jeunes militants, venant notamment du syndicalisme. Ce courant a joué un rôle décisif dans la création du P.S.U. et a inspiré, en 1961, l'orientation



retenue par le Congrès de Clichy : choix d'une alternative socialiste au régime actuel et stratégie de Front socialiste reposant sur une nouvelle conception des rapports entre les partis et les syndicats. Mais d'autres éléments avaient contribué à former le parti. L'unité de la gauche comptait, pour eux, davantage que son renouvellement. Ce fut l'une des causes des luttes internes qui de 1963 à 1965 affaiblirent le P.S.U. Le nouveau courant socialiste continua cependant à promouvoir une politique marquée notamment par l'élaboration d'un contre-plan opposé au 5<sup>e</sup> Plan gaulliste (1965) et par l'initiative de la rencontre socialiste de Grenoble (mai 1966) qui fit apparaître de profondes contradictions entre les diverses composantes de la gauche nouvelle.

3. La révolution de mai 1968 a depuis apporté un éclatant démenti à la thèse selon laquelle les sociétés dominées par le capitalisme d'organisations se trouvaient à l'abri d'une crise révolutionnaire. Le nouveau courant socialiste se trouve placé, de ce fait, devant des responsabilités accrues. Il ne pourra les assumer qu'en s'implantant profondément dans les couches sociales qui ont démontré leur capacité d'action.

4. Celles-ci sont diverses. Ouvriers, techniciens, étudiants, travailleurs intellectuels... n'attendent pas les mêmes mots d'ordre et ne se retrouvent pas spontanément dans les mêmes formulations politiques et idéologiques. Il serait dès lors ridicule de vouloir bâtir le P.S.U. et le nouveau courant socialiste à partir d'une seule couche sociale si dynamique ou si nombreuse fût-elle. La tâche essentielle est, au contraire, de coordonner et d'unifier les luttes autour d'un projet socialiste clair et crédible et d'une stratégie homogène mais aux applications diversifiées.

5. Il faut pour cela que se développe une nouvelle pratique politique et sociale caractérisée par une contestation globale de la civilisation actuelle et par des luttes qualitatives pour une démocratisation en profondeur de la vie sociale.

De nouvelles méthodes et formes d'action devront être utilisées favorisant les initiatives prises à la base, comportant une étude sérieuse des problèmes abordés, incluant la volonté d'opposer aux projets capitalistes et gaullistes des contre-projets socialistes susceptibles de faire éclater

ter les contradictions de l'adversaire.

De grands thèmes de propagande et d'action peuvent aujourd'hui jouer un rôle unificateur parce qu'applicables dans les multiples couches populaires et intellectuelles à partir des situations les plus variées : la dénonciation de la société répressive sous toutes ses formes, la lutte pour l'autogestion de toutes les unités de vie sociale (entreprises, H.L.M., quartiers, etc.), l'action pour une planification socialiste et démocratique.

6. Le développement d'une pratique politique nouvelle exploitant systématiquement les contradictions de l'adversaire capitaliste, l'élévation simultanée du niveau idéologique des luttes contribueront à exercer une pression décisive sur toute une fraction de la classe ouvrière influencée par la social-démocratie et le Parti communiste.

Pour triompher de l'adversaire capitaliste, le courant socialiste ne peut se passer des forces sociales exprimées par la gauche traditionnelle. Ces forces dont les intérêts et les aspirations convergent avec les nôtres ont un langage, des préoccupations, parfois même une pratique politique assez éloignés de ceux de notre courant.

Le nouveau courant socialiste doit donc rechercher aussi des thèmes de lutte capables d'aboutir à une convergence avec ces forces. Ce faisant, il exercera une pesée sur la dialectique de leurs rapports internes.

7. Mais, aucune de ces tâches ne pourrait être accomplie sans une définition nette de ce que nous sommes et de ce que nous voulons. Certains de nos alliés des colloques (Grenoble notamment) confondent facilement le socialisme avec une modernisation intelligente de la société actuelle accompagnée d'un souci de justice sociale.

Par ailleurs, la résurgence du Trotskysme, l'influence du maoïsme, la vogue de certaines idées anarchistes témoignent, en mai, à la fois de la combativité des étudiants et de la vigueur de leurs révoltes, mais aussi des insuffisances et des contradictions d'un mouvement qui n'avait encore que des liens assez théoriques avec la classe ouvrière. Un effort de clarification est aujourd'hui absolument nécessaire.

Le dialogue avec les uns et les autres ne sera fructueux que si nos propositions idéologiques sont dépourvues de toute ambiguïté.

La nécessité oblige le nouveau courant socialiste, et d'abord le P.S.U., à se définir non seulement par rapport au Parti communiste et à la social-démocratie traditionnelle, mais aussi par rapport au modernisme de certains éléments de la gauche nouvelle et par rapport à la nouvelle extrême-gauche.

8. L'une des principales divergences qui sépare le nouveau courant socialiste des tendances modernistes et technocratiques porte sur le pro-





blème de la socialisation des moyens de production. Ces dernières considèrent les socialisations comme de vieilles lunes. Ils ne les acceptent guère qu'à titre de sanction contre les industriels récalcitrants. Il suffirait, à leurs yeux, que l'Etat, dont ils n'analysent pas la nature sociale, « fasse son métier » pour que l'intérêt général triomphe des intérêts particuliers.

Il faut opposer, à ces illusions, la réalité de la domination de classe capitaliste. La logique du capitalisme est celle du Marché, du Profit, de la passivité pour les travailleurs et les consommateurs.

Pour construire un système qui repose sur des choix volontaires de grands objectifs sociaux et de civilisation (Planification) et sur l'auto-gestion, il est indispensable d'assurer la prédominance de la classe des travailleurs salariés par la prédominance de la propriété collective.

9. Les désaccords qui opposent le nouveau courant socialiste aux groupes trotskystes ou maoïstes concernent en premier lieu la stratégie révolutionnaire. Ces tendances n'envisagent les divers aspects de la lutte que dans l'hypothèse d'une crise révolutionnaire proche débouchant sur une victoire complète. Les problèmes de la transition vers le socialisme ne se posent pour eux que dans ces termes. Aussi, n'acceptent-ils de parler des réformes de structures que dans la mesure où il s'agit de projets n'ayant aucune chance d'être réalisés.

Ils dédaignent toutes les questions qui touchent à la vie locale et à la vie régionale. Ils rêvent, sans cesse, de déborder systématiquement les syndicats tout en ignorant souvent la réalité de l'action syndicaliste.

Conscient d'exprimer le point de vue de la grande majorité des partisans du nouveau courant socialiste, le P.S.U. met au contraire l'accent sur les possibilités qu'offre la période des grands bouleversements et de grandes mutations que nous traversons et durant laquelle les solutions socialistes ne cesseront pas d'être des solutions actuelles. Tout en soulignant que la victoire socialiste ne peut intervenir qu'à l'issue d'une crise aiguë, il ne fonde pas toute sa stratégie sur l'attente de cette crise. Sa politique tend à accentuer les déséquilibres de la société néo-capi-

taliste, à faire éclater les contradictions que ses réformes cherchent à estomper, à apposer aux plans de la technocratie gaulliste des contre-projets qui fassent apparaître la possibilité concrète d'un changement, à saisir enfin toutes les occasions pour occuper des positions de pouvoir.

*Il va de soi que le désaccord sur la stratégie recouvre aussi un désaccord sur la conception du type de société socialiste qui peut être construite aujourd'hui en France comme dans les autres pays de l'Europe industrielle.*

Trotskyistes et maoïstes en sont trop restés aux hypothèses de travail formulées par Lénine avant la révolution de 1917. Nous pensons, à la lumière des expériences faites comme des changements intervenus, qu'une partie de ces hypothèses doit être aujourd'hui abandonnée.

Nous savons aussi que l'illusion de tout attendre de la démocratie directe peut très bien favoriser, par un renversement dialectique qui n'est pas sans précédent dans l'histoire, l'instauration d'une bureaucratie incontrôlée.

10. Le débat qui va ainsi s'ouvrir avec nos alliés de Grenoble et ceux de Mai constitue une étape indispensable du développement et du renforcement du nouveau courant socialiste. Ce serait une grave erreur que de croire que l'on peut assurer l'unité du courant en masquant les problèmes et en dissimulant les difficultés. Le confusionnisme ne peut servir que les groupes extérieurs au courant. Il risque, d'autre part, de favoriser au sein du parti les tendances au sectarisme et à l'isolationnisme. Ce n'est que lorsqu'on part d'une position idéologique cohérente, lorsqu'on voit clairement les objectifs à atteindre que l'on se sent véritablement capable de s'adresser à l'ensemble des forces appelées à constituer le Front socialiste.

11. Ces tâches d'implantation, de développement et d'unification des luttes, de clarification idéologique prennent toute leur signification si l'on considère l'urgence, face à la crise de la société capitaliste, de montrer concrètement aux masses quel type de démocratie socialiste peut être l'aboutissement de leur combat.

C'est pourquoi le P.S.U., entièrement tourné vers l'avenir, proposera à ses partenaires du nouveau courant socialiste d'abord, à l'ensemble des forces populaires ensuite, les objectifs fondamentaux, le programme, les moyens stratégiques et les formes d'action qui définissent la marche vers le socialisme. Il lutte pour la conquête du Pouvoir à tous les niveaux, et notamment à celui de l'Etat. Il sait qu'il ne triomphera pas seul mais qu'au sein de la coalition victorieuse son rôle sera déterminant. Ceci l'amène à se préparer (y compris par la formation de ses responsables et de ses militants) à prendre toutes ses responsabilités. □

# Pour une stratégie européenne du mouvement ouvrier

Guy-Olivier Faure

Il existe une analyse communément répandue sur les données politico-économiques à la C.E.E., qui consiste d'une part à présenter la situation comme conflictuelle et d'autre part à fixer l'antagonisme au niveau des entités nationales et du courant intégrateur du néo-capitalisme international. De là une démarche qui n'est plus qu'une habitude amène à constater le fait, dûment chiffré, d'une évidente amplification de la tendance intégrationniste, quoique parfois entrecoupée de nombreux à-coups, soubresauts et même d'épisodiques retours en arrière. Tendance intégrationniste irrémédiable qui ne fait peu à peu, semble-t-il, que rendre la situation du mouvement ouvrier plus précaire et lui donne parfois même des velléités nationalistes d'assez mauvais goût.

En fait cette approche du problème européen est mystificatrice. Elle ne rend pas compte de la réalité objective car elle n'utilise qu'un appareil de concepts politiques ne permettant pas de situer les réalités économiques à leur véritable point d'imputation. Nous allons nous efforcer ici de restituer le problème dans son véritable contexte.

La C.E.E. n'est pas en réalité la cause de l'expansion monopoliste mais seulement sa conséquence. Le problème politique est né de besoins de nature économique, ceux de l'élargissement du marché. Cette nécessité n'étant apparue qu'avec la révolution technologique et n'étant rien d'autre qu'une tentative de rentabilisation des potentialités de la technologie moderne (et non pas une soudaine révélation de la nécessité d'élaborer un humanisme libéral à l'échelle européenne).

Le Marché commun entraîne immédiatement des modifications qualitatives du système économique. On observe d'une part la « spécialisation » afin d'éviter la multiplication des risques et le renforcement des entreprises sur leurs positions les plus solides ; d'autre part l'élimination des entreprises marginales de type pré-capitaliste.

Puis la caisse de l'agriculture ainsi qu'une mauvaise orientation des investissements détruisent rapidement la vision idyllique de la première heure (entre autres on enregistre le déclenchement de crises régionales telles que celles affectant les houillères du Nord, la Wallonie, le Mezzogiorno). On trouve l'origine de ces crises dans la suppression des subventions régionales. Les régions déjà particulièrement déshéritées voient leur situation se dégrader davantage car l'équilibre européen est abandonné aux lois du marché).

L'Europe économique, minée par ses contradictions intestines, risque alors d'éclater. Le grand patronat en vient à accepter une solution de compromis en s'acheminant vers des accords anticipant une planification internationale. La nature apparemment rationnelle de la solution lui allie la technocratie européenne aux yeux de laquelle la planification s'impose.

En fait, loin d'être embarrassante, cette situation laisse au mouvement ouvrier la possibilité d'initiatives intéressantes car elle aggrave la contradiction entre les besoins sociaux et les intérêts financiers.

Un certain nombre d'attitudes susceptibles d'être prises par le mouvement ouvrier ou par une fraction de celui-ci sont à dénoncer : celle qui consiste à réclamer un retour au protectionnisme national ; celle de l'attente d'un effondrement apocalyptique du système capitaliste ; l'attitude maximaliste et stérile du tout ou rien ainsi que celle de la participation intégrationniste au plan.

Toute démarche cohérente du mouvement ouvrier doit déboucher sur une internationalisation de la lutte. Elle commence dans un premier temps par une pression sur les Etats nationaux, se concrétise par une participation antagoniste à l'élaboration du plan en démystifiant son apparence de pure réalité technique et en consentant à n'y jouer un rôle que dans la mesure où cela lui permet de grignoter des pouvoirs autonomes et de les étendre. Elle consiste avant tout en un ensemble de luttes partielles à court terme articulées sur une perspective à long terme : l'instauration du socialisme.

Le passage des luttes nationales aux luttes à l'échelle européenne ne peut s'effectuer qu'à partir de la mise sur pied d'un organe intersyndical européen agissant au niveau de la C.E.E. Il permettrait de toucher avec une plus grande efficacité les trusts et les holdings internationaux parfois assez peu vulnérables au niveau d'un seul pays. Il permettrait de formuler constamment les problèmes en termes de critique du modèle de consommation et de dégager une plus grande rationalité dans ses attaques à l'échelle de l'agencement néo-capitaliste total et non plus en termes catégoriels nationalistes.

Ainsi dans un contexte européen, le mouvement ouvrier pourrait retrouver de nombreuses possibilités de développement d'une stratégie offensive, de nombreuses raisons d'espérer et une efficacité qu'il avait depuis longtemps perdues au niveau national. □





Archives

# Rencontre avec Antoine Bourseiller

Propos recueillis par Jean-Paul Fargier

**Crise ou pas crise ? Public ou non public ? A Aix comme à Paris les hommes de théâtre s'interrogent et nous répondent. Antoine Bourseiller après avoir longtemps consacré talent et argent à l'animation de minuscules théâtres parisiens, s'est lancé à son tour dans l'aventure de la décentralisation. Nous lui donnons la parole.**

— **Que préparez-vous actuellement ?**

R. Nous venons de créer « America Hurrah ! » à Arles. C'est une pièce d'un jeune auteur américain, Jean-Claude Van Itallie. Elle a été montée déjà dans de nombreux pays. C'est une violente satire de l'Amérique, mais qui s'universalise en une critique de la société dans laquelle nous vivons. Son point de départ est le chômage et la consommation. Sa forme est, selon l'expression de son auteur, une chorégraphie verbale. Y sont mis en scène les démons de l'aliénation contemporaine, et les mécanismes par lesquels l'individu se trouve peu à peu privé de son identité, dégradé de sa dignité, soumis aux structures qui régissent l'existence de tous les employés du monde, qu'ils

soient technocrates, intellectuels ou travailleurs.

— **Comment a marché le stage Grotowsky ?**

R. Très bien. Il a rassemblé quinze metteurs en scène venus de tous les horizons du théâtre international : U.S.A., Canada, Suisse, France, etc. Un deuxième stage avec Grotowsky est prévu en avril. Sa double venue à Aix s'inscrit dans notre projet de créer ici un Centre d'Etudes et d'Information théâtrale. Il s'agirait de permettre une confrontation de tout ce qui se fait dans le monde en ce domaine. Dans ce cadre, en février se tiendra un stage pour comédiens, animé par Eugénio Barba. C'est un disciple de Grotowsky qui, à partir de sa méthode, a créé au Danemark un institut de Recherche Théâtrale. Dans le même cadre,

il se pourrait que viennent l'an prochain Peter Brook et d'autres créateurs d'aujourd'hui.

— **Allez-vous accueillir le Living, lors de sa prochaine venue en Europe ?**

R. Il se peut, mais rien encore n'est décidé. De toute façon, si nous devons l'accueillir, nous tâcherions de préparer sa réception par le public, car la venue du Living doit être préparée longtemps à l'avance. L'erreur d'Avignon, c'est l'absence totale de préparation du public.

— **Pensez-vous qu'une Maison de la Culture doit être nécessairement dirigée par un homme de théâtre ?**

R. Absolument pas. Le théâtre n'est pas toute la Culture. Il n'y a aucune raison pour qu'une Maison de la Culture ne soit pas dirigée par des hommes comme Truffaut ou Bazaine. Et donc centrée autour de la création cinématographique ou picturale.

— **Quels sont vos rapports, en tant que centre subventionné, avec les instances culturelles officielles ?**

R. Nous préfigurons en principe la Maison de la Culture de Marseille. Malraux doit prendre une décision concernant les terrains sur lesquels elle doit être construite.

Nous n'avons aucun rapport avec le ministère de la Culture. Je me demande s'il sait même que j'existe, s'il s'intéresse à mon travail, s'il a vu une seule de mes mises en scènes. Je n'ai que des rapports administratifs avec les fonctionnaires du ministère.

— **Que deviennent les belles résolutions de Villeurbanne ?**

R. Elles sont tombées à l'eau, comme tout ce qui fut dit en Mai d'ailleurs. Les journées de Villeurbanne ont au moins permis aux 34 directeurs de centres subventionnés de se rencontrer pour la première fois.

En dehors de mise en commun de problèmes et de déclarations, aucune action commune n'est possible. S'il n'y a eu aucune réaction à l'affaire Barrault et à l'affaire Monnet, c'est que le seul geste envisagé était impossible : la démission en bloc de tous les subventionnés. Cela n'aurait eu aucun effet, car le lendemain 34 nouveaux directeurs étaient nommés. D'autre part cela posait à mes camarades des problèmes de carrières. Laboureurs de la décentralisation, ils ont toujours travaillé dans le cadre subventionné. Ils ne viennent pas comme moi du théâtre privé. Moi je suis habitué depuis longtemps au jeu de l'offre et de la demande et aux fluctuations du succès : un jour on vous trouve génial, le lendemain vous leur paraissez nul et vous êtes alors sans travail. Donc en ce qui me concerne ça ne me faisait rien de recommencer au Boche par exemple.

— **Et le non-public ?**

R. Les moyens dont nous disposons ne permettent pas de s'en occuper. Alors nous nous limitons à des expériences pilotes, à une petite échelle. A Marseille nous sommes en train de faire une enquête sur le non-public. Mais elle reste très limitée. A Arles, où nous disposons d'une salle de 700 places, nous avons fait une prospection du public à l'intérieur des comités d'entreprises. Si bien que 60 % de ceux qui sont venus voir nos spectacles ce trimestre, n'étaient encore jamais allés dans un théâtre. A Aix nous ne faisons aucune recherche sur le non-public parce que le

nombre de places dont nous disposons ne nous le permet pas : 300 places, occupées à 70 % par des étudiants.

— **Quel rôle assignez-vous à l'Action Culturelle ?**

R. L'Action Culturelle a pour but de permettre aux exclus des circuits de la Culture d'y participer, par un aménagement adéquat des horaires, des prix, des moyens de transport. La question du programme et de ses aménagements ne vient qu'après.

— **Qu'est-ce que la décentralisation pour vous ? Et la régionalisation ?**

R. Pour moi une régionalisation valable irait de Montpellier à Milan, et non de Aix à Marseille. Mais cela ne dépend pas seulement de moi, c'est un problème d'abord politique.

Propos recueillis par Jean-Paul Fargier.

## A lire

● **Témoignages politiques :**

— **Artur London :** « L'aveu : dans l'engrenage du procès de Prague », Gallimard, coll. « Témoins », 452 p., 32 F.

Artur London est l'un des rescapés des fameux procès stalinien de Prague. Toujours communiste, il entreprend ici de nous expliquer les mécanismes d'un système répressif... dont les séquelles ne sont pas disparues. C'est un témoignage bouleversant que chaque militant se doit d'avoir lu. Seuls les robots de la politique détourneront la tête.

— **Günter Grass :** « Evidences Politiques », Le Seuil, coll. « Combats », 217 p.

Témoignage du célèbre écrivain allemand qui aide à comprendre les mutations politiques de la R.F.A.

— **Juliette Minces :** « Un ouvrier parle », Le Seuil, coll. « Combats », 84 p.

La voix d'un « intéressé » qui éclaire des « a priori » trop nombreux et des ignorances qui finissent toujours par tomber de haut.

— **Paul Quéinnec :** « Hommes liges des talus en tranches », tel est le titre d'un long poème lyrique et violent du Breton Paul Quéinnec que l'éditeur Pierre Jean Oswald vient de publier dans sa collection « L'aube dissout les monstres ». Mal connus ou mal interprétés, les problèmes de la Bretagne actuelle suscitent curiosité et inquiétude. Gwenc'hlan Le Scouëzec, auteur, entre autres livres, d'un « Guide de la Bretagne mystérieuse », les analyse dans une préface d'une logique évidemment partisane, montrant à partir de la situation faite à son pays comment un poète peut se révéler comme la grande voix révolutionnaire d'un « peuple muet ».

Editions Pierre-Jean Oswald, 16, rue des Capucins, 14-Honfleur.





# Cinéma et idéologie

Jean-Luc Pouillaude

Il n'y a pas de films « libres », il n'y a que des films idéologiques. Refuser l'idéologie bourgeoise, c'est aussi refuser son cinéma, LE cinéma ».

## 2. Vers un cinéma politique

La logique de ces propos est radicale. Définitive, semble-t-il. Elle possède le grand mérite de nous ouvrir les yeux sur cette évidence : le cinéma distribué commercialement, en tant que distraction et divertissement, est un produit de consommation qu'il faut combattre comme expression mystifiante d'un système aliénant. Et pourtant, s'impose un fait irréductible. En marge du système répressif, naissent des œuvres cinématographiques de contestation dont la violence, du témoignage à la révolte, indique la possibilité d'une voie subversive.

### Se garder sur deux fronts

Bien sûr, il n'y a pas de recettes. Encore moins de méthode scientifique. Une fois écartées les Gabinneries, les De-Funèsseries (1) ou encore les mélos réformistes (2), il convient de se garder de deux erreurs. La première serait de faire du réalisme l'unique critère de discrimination. Certains films, utiles et honnêtes, tombent dans un misérabilisme larmoyant. Ils sont rares, tant la France gaulliste répugne à montrer les hommes au travail. Le sincère O SALTO, dans sa description de la condition des ouvriers portugais ne dépasse guère le niveau du constat, sans déboucher sur la mise en accusation d'une société d'exploitation. Alors que Chris Marker

dans son film sur la Rhodioceta ne craint pas de généraliser son propos. Le réalisme est nécessaire mais pas suffisant s'il n'est sous-tendu par une véritable prise de position politique autre que celle de la simple revendication cégétiste.

La deuxième erreur est celle de l'avant-garde pour l'avant-garde. Pour s'en rendre compte, il suffit de mesurer la distance qui sépare l'abominable NOTRE DAME DES TURCS (de Carmelo Bene) du SOCRATE de Robert Lapoujade qui lie effectivement recherche esthétique et engagement politique. Ces deux erreurs se trouvent réunies dans ce faux film de gauche qu'est LES GAULOISES BLEUES. Cournot les endosse sans discernement. Il joue sur un côté misérabilisme sordide qu'il enrobe dans une esthétique à la Godard de la fragmentation et de la recombinaison du réel, laquelle se trouve être totalement arbitraire parce que désamorcée par les éléments ultra-réalistes. Noyé dans le pathos de l'homme qui revit son passé, le film n'est même pas un témoignage sur l'enfance déplacée (ce que réussit fort bien L'ENFANCE NUE de Maurice Pialat) mais un véritable fourre-tout de la pensée de gauche (divorce, faim dans le monde, enseignement... pour bonne conscience fatiguée (du type Maurice Clavel).

### Les films de Mai

Les choses ne sont donc pas si simples. Cependant,

quelques modèles du film politique devraient s'imposer, semble-t-il. D'Eisenstein (LA GREVE), de Poudovkine (LA FIN DE ST-PETERSBOURG), de Dovjenco (ARSENAL) à la lignée italienne Rossellini (LA TERRE TREMBLE), Francesco Rossi (MAIN BASSE SUR LA VILLE), G.F. de Bosio (LE TERRORISTE), une certaine tradition du cinéma politique s'est imposée. Mais ces films-exemplaires sont trop souvent réduits à n'être plus que des points de référence historiques. Ils ont été récupérés, malgré leur vigueur, par une certaine conception idéaliste et inefficace de la politique, et réduits à n'être que des objets de culte pour ciné-clubs.

S'il faut chercher des modèles, c'est plutôt du côté des films de mai que nous nous tournerions. Non qu'ils soient tous excellents. Loin de là. Mais, dans la course de l'événement, des barricades aux grèves, du 13 mai à la reprise du travail, de la prise de la parole à la répression, un certain style cinématographique s'est imposé spontanément. D'abord a été instituée dans toute son acuité une vision directe et purifiée du combat. Qu'il s'agisse de la répression policière (« La société est une fleur carnivore ») ou de la reprise du travail (« Wonder »), les résultats sont admirables dans la mesure où éclatent les contradictions d'une société sauvage à travers une forme cinématographique qui se trouve être le premier accomplissement du cinéma-vérité. Egalement, dans le style affiches des Beaux-Arts et Atelier Populaire, les ciné-tracts, montages rapides, à la limite de l'animation, sont de courts morceaux de provocation, propres à susciter un choc, à réveiller les esprits engourdis, même si en eux-mêmes ils sont souvent hâtifs et maladroits.

Il faut faire œuvre didactique et enseigner la caméra comme technique de dénonciation d'une société. Les producteurs peuvent bien acheter Marcuse au Drugstore, les frères Lumière sont en train de lire Marx !

### L'idéologie inversée

Projection du GAI SAVOIR. Crépitement des images-collages de Godard. Et puis, brusquement, plus d'images. Rien. Le spectateur, habitué au ronronnement de la machinerie cinématographique, se sent frustré. Il ne peut pas invoquer l'incident technique et s'endormir, car, immédiatement la voix de Godard emplit (pour ainsi dire) l'écran : « Nous allons faire une minute de silence-image. Pour l'image défigurée, avilie, prostituée. Pour l'image de « France-Soir », pour l'image de « Elle »... ». Godard force ainsi le spectateur à entendre ce qui se dit. C'est en substituant la parole à l'image qu'il suscite

image qui ne soit plus aliénée mais libérée.

L'analyse de l'idéologie a mis en lumière la nature de la contradiction entre la réalité sociale et les représentations que s'en donne la classe dominante. Mais si l'idéologie est contradiction, elle est en même temps reflet des contradictions de la société. D'où une certaine fonction positive de l'idéologie (3) qui nous révèle (au sens photographique) que si une société ne peut donner d'elle-même que des images falsifiées, c'est qu'elle est malade. L'idéologie nous indique l'état de gravité de la contradiction. Elle est signe et fonctionne alors comme possibilité de renvois au malaise social.

Ainsi, les représentations idéologiques peuvent s'investir dans un certain type de langage (ici le langage cinématographique) qui établit une médiation avec la praxis réelle (travail, luttes politiques). Le cinéma opère alors comme un système de signes révélateurs. Il n'est plus DANS l'idéologie, il lui est extérieur. Il peut pleinement exercer sa fonction critique, sans être dupe des modes erronés de l'idéologie, et accéder à une parole pleine et à une image rectifiée, non plus inversée mais droite. La praxis révolutionnaire utilise cet ensemble de signes comme révélateurs des contradictions sociales. Ces signes, elle les utilise, mais en même temps elle les dépasse et les annule dans sa fonction critique.

La minute de silence-image du GAI SAVOIR réalise un tel renversement. Godard mine la « pensée » bourgeoise de l'intérieur pour en faire surgir le mécanisme idéologique. Ce mécanisme, il l'utilise pour le dénoncer, puis brusquement l'annule et le dépasse en recourant au procédé de subversion du noir sur l'écran et du commentaire critique. Alors, seulement, il peut restituer une véritable rééducation du regard dans sa relation au couple parole-image.

### Esthétique et politique

L'analyse de l'idéologie débouche donc sur une pratique politique (et à ce titre un film comme TERRE EN TRANSES est exemplaire), à savoir l'organisation de la lutte révolutionnaire contre la société du profit. Mais le combat politique peut aussi s'accomplir dans la construction d'une œuvre esthétique. Faire un film (surtout dans les conditions actuelles), c'est une forme de la lutte essentielle et non un substitut à l'action. Il y a tout un ensemble de préjugés à refuser, qui consistent à négliger, quand ce n'est pas à mépriser, les tentatives révolutionnaires dans le domaine esthétique. Même à gauche, toute une mentalité qui obéit implicitement à des critères bourgeois est à proscrire, dans la mesure où elle se réfère inconsciemment à des critères de jugement réactionnaires.

Un exemple, lors de la Semaine de T.S., la projection de L'ETE de Marcel Hanoun a soulevé de vives controverses. On a crié au scandale devant l'image donnée de cette petite bourgeoise accablée qui, dans l'isolement de la campagne, en août 68, ressasse un double échec : l'amour et Mai. Oui, c'est une petite bourgeoise. Et alors ! Ce qu'Hanoun décrit, c'est l'état de prostration et de décomposition où se trouve plongée une fille qui après la solidarité révolutionnaire, après la fête chaleureuse, se trouve confrontée à l'absence d'amour et à la solitude glacée d'un monde indifférent. Ce n'est pas un film vide mais un film sur le vide, sur la vacance des vacances. Il y a plus qu'un drame humain dans la description de ce désarroi et de ce cri étouffé qui chavire du désir à la mort. Cet admirable poème de la solitude et de la pesanteur du temps est en fait politique.

La condition nécessaire pour que s'inverse l'idéologie dans l'attitude critique réside dans cette authentique rééducation qu'est la conversion du regard, rétablissement de l'équilibre naturel voilé par l'idéologie, vision transparente du réel. Assurer ce mode nouveau (ou de renouveau) de lecture des images, telle est la tâche du jeune cinéma politique de Straub à Skolimowski, de Rocha à Bertolucci, de Garrel à Godard. Alors le cinéma n'est plus spectacle mais écriture, mode et lieu d'épanouissement d'un discours autonome. Discours où s'accomplissent conjointement, inséparablement liés en une vision totale du social, esthétique et politique. Des films comme LE SOCRATE, LA CHINOISE, THEOREME, PARTNER, réalisent cette fusion à un point tel que le projet esthétique et le projet politique s'enracinent indissolublement dans la praxis.

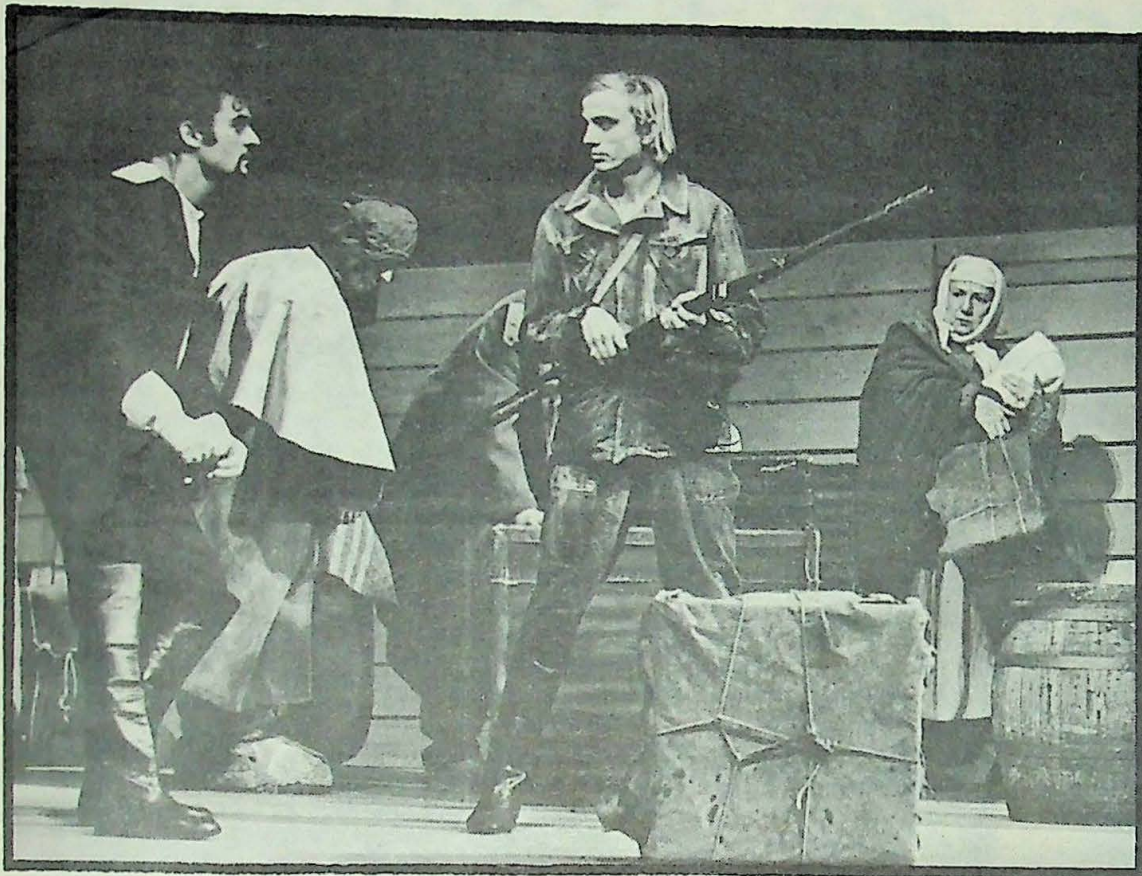
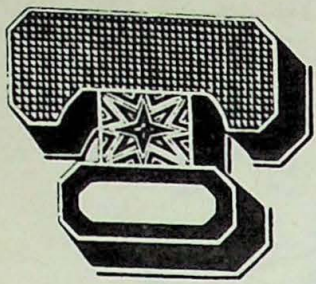
Si l'idéologie peut être considérée comme ensemble de signes révélateurs des contradictions sociales, si par là-même le rapport falsifiant peut s'inverser pour être dépassé dans la pratique politique, ce renversement n'est possible que si, au préalable, nous avons opéré vis-à-vis de nous-mêmes cette conversion du regard, cette attitude critique qui nous rend attentifs et réceptifs à une vision neuve des images. Alors, et seulement à ce prix, le cinéma ne sera plus art illusoire du reflet mais art du regard. En marge du système, des formes esthétiques authentiques — c'est-à-dire fondées dans la praxis — pourront naître, formes libérées, vivantes, accusatrices. □

(1) Films CDR, d'après Godard.

(2) Demy par exemple, toujours d'après Godard.

(3) Il y a d'ailleurs dans les textes mêmes de Marx un réajustement du concept d'idéologie. Voir : H. Lefebvre, Sociologie de Marx, PUF.





## Les horreurs de la guerre en toute simplicité

Claude Glayman

Peter Hacks est un auteur dramatique allemand qui appartient à cette génération d'outre-Rhin qui nous a déjà donné plusieurs noms importants. Disciple de B. Brecht, il vit actuellement à Berlin-Est et a écrit une bonne douzaine d'œuvres pratiquement inconnues en France dont « La Bataille de Lobositz » que Jean Cosmos a adaptée pour le TEP.

Historiquement située sous le règne de Frédéric II de Prusse, cette pièce comme tant d'autres dénonce la cruauté gratuite des guerres qui ne profitent qu'aux puissants alors que les petits souffrent dans leur chair, l'éclair de conscience toujours trop tardif. Une sorte de « Mère Courage » du 18<sup>e</sup> siècle, qui au lieu d'être centrée sur la souffrance des femmes, l'est sur celle des hommes, ici les mousquetaires recrutés par les uns et par les autres comme bonne chair à canon. Pièce singulièrement simple, où le dialogue ne faiblit pas bien que l'auteur vende trop souvent la peau de la thèse avant de l'avoir tuée. On y remarque surtout l'ambiguïté des rapports entre une recrue

suisse, Ulrich Braeker et son officier recruteur le baron Von Markoni. La candeur populaire du premier le conduit à une confiance initiale et sans bornes en « son lieutenant » ; il faudra toute la cruauté rusée dont ce dernier ne peut se dispenser malgré ses « ambitions d'officier psychologique » pour que Ulrich prenne conscience de la duplicité puis de l'exploitation dont il a été victime. L'homme naîtra en Ulrich qui l'entraînera à désertir et à rentrer dans ses montagnes natales, au cours d'une fuite ponctuée de rencontres avec Von Markoni à chaque fois mieux dénoncé.

Egalement fugitif, l'amour ne pourra s'incarner entre Ulrich et Regina, jeune fille découverte au début et à la fin de l'œuvre.

On voit d'autant mieux ce qui a retenu Michel Raffaelli, scénographe et costumier, dans l'évocation brute des horreurs de la guerre, qu'il avait déjà marqué une prédilection analogue avec la « Coupe d'argent » de Sean O'Casey également présenté au TEP (2). Tableaux-fresque où tel instantané de

guerre succède à telle évocation de la vie quotidienne au 18<sup>e</sup>. Les objets et la pose des corps, blessés ou morts, fixent les différents moments de la tuerie. Ces morceaux ne manquent pas de qualité et comment ne pas retenir le passage d'Ulrich chez les « barbares » alliés des étrangers baragouinant une langue totalement incompréhensible ou ne pas apprécier le départ des réfugiés rejoints par Ulrich au bord du bac qui doit les emmener.

Mais il ne s'agit que d'un contexte dont la liaison avec l'œuvre est évidemment très étroite mais qui se trouve privilégié au détriment de la dialectique Ulrich-Von Markoni qui aurait dû constituer l'épine dorsale de la représentation. Si Gérard Desarthe sait donner au personnage d'Ulrich une nervosité passionnée qui fait que l'on reparlera de cet acteur de grande classe, Pierre Hatet dans Markoni obéit au cliché de l'officier prussien élégant mais dont la bassesse et la cruauté paraissent bien dérisoires par rapport aux besoins de la démonstration générale. Ainsi l'on rejoint les faiblesses

de la mise en scène de Guy Rétoré qui tout en n'évitant pas les poncifs désormais coutumiers de notre « théâtre populaire », passe à côté du thème central et des personnages qui l'incarnent. A force de dénoncer l'exploitation, tout un théâtre actuel a fini par oublier de la montrer concrètement sur scène, exercice qui, après tout, est le propre de toute représentation théâtrale. D'où semi-échec qui ne nous surprend pas et s'éclaire par les propos

que Rétoré et d'autres tiennent dans le livre de Madral (3) sur lequel nous reviendrons. Mais semi-échec sympathique qui ne doit pas détourner des chemins du TEP. Au contraire! □

(1) « La bataille de Lobositz » de Peter Hacks, au T.E.P., tél. : 636-79-09 - Représentations courant février et mars.

(2) Cf. T.S. n° 335, la pièce a été reprise cette année.

(3) « Le théâtre hors les murs » - Le Seuil.

## L'Amérique d'Adamov

Dominique Nores

Transposée dans notre paysage familial, l'action de la pièce (1) évoluerait entre Neuilly, Saint-Germain-des-Prés et le Quartier latin.

Un grand maître de la Télévision, Humphrey O'Douglas, sa femme, sa belle-sœur, ses associés, les journalistes et intellectuels attachés à sa réussite, s'y promèneraient soir après soir, afin de trouver chez l'un ou chez l'autre des divertissements identiques : un peu plus de luxe ici, ou davantage de folklore estudiantin. Cette transposition ne peut être poussée trop loin : entre les U.S.A. où Adamov situe sa pièce et le Vieux Monde, il y a un décalage important dans les formes sociales et une différence de contexte politique.

Humphrey O'Douglas, c'est l'Américain réussi dans toute sa puissance. Personne, dans son entourage, n'a rien à lui refuser, et surtout pas les jeunes gens drogués qui attendent tout de sa générosité. Ainsi exerce-t-il sur eux son goût du mécénat et son vampirisme : toutes les rages qui s'épuisent en mots, les véhémences qui prennent la forme du poème, sont canalisées par Humphrey vers les happenings qui agrémentent ses soirées ou vers ses émissions expurgées. Même le sursaut de Jimmy qui refuse son embrigadement forcé dans la guerre du Vietnam et déchire son livret militaire, est récupéré par la société dont Humphrey est le représentant. Quand Jimmy et la fille qu'il aime meurent en essayant de passer la frontière mexicaine, Humphrey transforme pour les téléspectateurs leur révolte à deux en une histoire d'amour, dont l'issue rendue « fatale » par la narration, n'a plus ni caractère subversif, ni valeur d'exemple.

Bien qu'Adamov ait réuni, pour l'écrire, une importante documentation, et que plusieurs épisodes aient été empruntés au réel, *Off Limits* n'est en aucune façon une pièce-reportage. Plus proche qu'il ne paraît des premières pièces de son auteur, elle exprime une inadéquation devant le monde tel

qu'il est et particulièrement devant ce complexe qu'est la grande ville, somme de tous les empêchements, de toutes les humiliations par la vie, mais de tous les moyens aussi de faire quelque chose de la vie.

Les difficultés de la mise en scène étaient immenses. En



même temps qu'il fallait faire voir une Amérique réelle, qu'Adamov tient de ses lectures, il fallait exprimer le fantasme développé à partir du contact avec les U.S.A. au cours de deux voyages. C'est sur ce point que le travail de Gabriel Garran est le plus faible. Simplifiant l'œuvre pour dégager son schéma répétitif, il a rendu clair le désarroi d'une jeunesse qui, à mesure qu'elle l'éprouve, se laisse confisquer toute révolte et la gêne des moins jeunes trop engagés dans les facilités de la vie pour choisir ses conditions d'exercice. Mais, ce qu'il ne rend pas, c'est la démesure d'une société sortie de ses gonds, c'est la peur-fascination, telle qu'elle s'exprime à travers les distractions stupides, la volonté d'humilier et de s'humilier, c'est le cauchemar de la machine sociale omnipotente, écrasant tout sur son passage.

De bons comédiens parmi lesquels j'ai surtout remarqué Henri Serre, Jacqueline Danno, Juliet Berto...

(1) Théâtre de la Commune - 2, rue Edouard-Polsson - Aubervilliers. La pièce sort également en librairie, éditions Gallimard, Coll. « Le manteau d'Arlequin », 180 p., 12 F.



# Pour la Tchécoslovaquie la conférence de Stockholm

Les 1<sup>er</sup> et 2 février 1969, s'est tenue à Stockholm à l'initiative de la Fondation Bertrand Russell, une conférence préparatoire à une rencontre internationale de la gauche socialiste et communiste sur la situation en Tchécoslovaquie depuis l'occupation soviétique. La conférence a été l'occasion de confrontations approfondies sur la signification du printemps tchécoslovaque, de l'invasion soviétique et de la résistance actuelle. Elle a entendu des rapports ou des interventions de Serge Mallet, d'Ernest Mandel, de Lucien Goldmann, de J.M. Vincent, de Victor Fay, de Daniel Guérin, de Ralph Schoenman, de représentants de la gauche socialiste britannique et scandinave, etc. Mais la conférence se fixait surtout pour objectif de favoriser la solidarité des travailleurs occidentaux avec la lutte des travailleurs tchécoslovaques et d'aider à la jonction du combat anti-capitaliste et du combat anti-bureaucratique. Les problèmes devaient être traités par conséquent dans une perspective concrète. Grâce à la présence de deux représentants tchécoslovaques, Lubomir Holecek et Joseph Pokstefl qui donnèrent des précisions sur les buts et les méthodes de la résistance socialiste tchécoslovaque, ce fut largement le cas.

La conférence de Stockholm n'était qu'une pré-conférence, ne réunissant qu'une trentaine de délégués, mais le sérieux de ses travaux laisse bien augurer de la prochaine rencontre, très élargie du point de vue de la participation et qui se réunira à Londres au début du mois de mai.

Voici le texte de la déclaration finale :

Jean-Marie Vincent.

« Le phénomène dominant de la situation du monde d'aujourd'hui est la sujétion de la plus grande partie de l'humanité sous des conditions de misère, d'exploitation et d'oppression. Ces conditions sont essentiellement la manifestation d'un système défini, l'impérialisme que les socialistes et les communistes du monde entier ont le devoir d'affronter. Or, force est de constater que le premier pays qui a renversé le capitalisme, l'U.R.S.S., ne joue pas dans cette lutte le rôle qui devrait lui revenir naturellement.

« Pour des socialistes et des communistes engagés profondément dans le combat pour la libération des travailleurs, l'invasion et l'occupation de la Tchécoslovaquie, pays édifiant le socialisme, par une grande puissance se réclamant, elle aussi, du socialisme, est en effet un coup grave porté aux valeurs politiques fondamentales de ce combat anti-capitaliste et anti-impérialiste.

« 1. L'invasion de la Tchécoslovaquie n'est pas un « accident de parcours » mais la conséquence logique d'une conception autoritaire et dogmatique de l'édification socialiste.

« 2. Selon les dirigeants soviétiques, cette édification ne peut aboutir que si elle se conforme, pour l'essentiel, au type stalinien qui, à part quelques assouplissements formels, est toujours considéré comme le seul valable.

« 3. Bien qu'ils n'aient porté atteinte ni au rôle dirigeant du parti

communiste, ni aux engagements à l'égard du pacte de Varsovie et du Comecon, les responsables de Prague se sont exposés à l'invasion parce qu'ils ont mis fin au monolithisme du parti et qu'ils ont permis que le débat politique, ouvert au sein du parti, se déroule aussi sur l'arène publique. Cette intervention est en contradiction flagrante avec le droit des peuples à l'autodétermination et avec le respect de leur souveraineté, reconnus jusqu'ici en principe par l'U.R.S.S. et par les différentes instances communistes internationales.

« 4. D'où la volonté d'imposer le rétablissement de la censure, l'édification du socialisme ne pouvant, selon les normes soviétiques, avoir lieu que si l'opinion publique est mise en condition, autrement dit si toute opposition, critique et objection sont supprimées.

« 5. L'U.R.S.S., qui maintient chez elle une censure sévère, ne tolère pas qu'en dehors de ses frontières mais dans sa sphère d'influence, son type de socialisme soit mis en cause. Une telle tolérance risquerait d'entraîner la contestation déjà amorcée du modèle existant en U.R.S.S. même.

« 6. L'invasion de la Tchécoslovaquie, qui a rendu plus difficile la lutte contre l'impérialisme, a été déterminée non seulement par la lutte des peuples, soumis à l'influence soviétique, pour leur indépendance, mais aussi et essentiellement par l'apparition spontanée des formes originales de démocratie directe et

d'autogestion, tendant à l'épanouissement du socialisme.

« 7. Sans nous identifier avec les thèses avancées par les uns et les autres au sein du mouvement ouvrier tchécoslovaque, notre action en sa faveur a pour but de mobiliser l'opinion socialiste et communiste pour la défense de l'indépendance et des formes originales du socialisme tchécoslovaque.

« 8. Notre action doit chercher à prouver aux dirigeants soviétiques que leur intervention sera de plus en plus blâmée et par conséquent de plus en plus coûteuse pour leur prestige et pour leur influence. Elle doit par ailleurs convaincre les peuples de l'Union soviétique que la condamnation portée contre les actes de leurs dirigeants par de nombreux communistes étrangers et par certains citoyens soviétiques n'est pas dictée par l'hostilité à l'Union Soviétique ou au socialisme, mais contre une politique conservatrice, préjudiciable aux intérêts et aux objectifs du socialisme.

« 9. La lutte pour le socialisme dans les pays capitalistes est freinée parce que le type dominant de socialisme existant à l'heure actuelle est un type de société bureaucratique et autoritaire. En contrepartie, les faiblesses du mouvement ouvrier des pays capitalistes dans sa lutte anti-impérialiste ralentissent la lutte anti-bureaucratique et anti-autoritaire dans les pays d'Europe Orientale. Ce double aspect du mouvement contribue à affaiblir le combat de libération nationale et sociale dans les pays du tiers-monde.

« Il ne suffit pas de désapprouver l'intervention en Tchécoslovaquie. Participer à la conférence de Moscou c'est accepter le fait accompli et, de manière indirecte, l'alignement sur l'U.R.S.S.

« Reconnaître comme un fait positif les accords imposés par la force aux dirigeants de Prague, c'est favoriser les tendances à la capitulation en Tchécoslovaquie et à la conciliation avec le néo-stalinisme au sein du mouvement communiste international.

« C'est pourquoi la pré-conférence demande aux différents partis communistes et à tous les communistes de ne participer à la conférence mondiale qui doit se tenir au mois de mai à Moscou qu'à condition que les troupes étrangères soient retirées auparavant de Tchécoslovaquie.

« Si cette condition n'est pas respectée, la pré-conférence appelle les partis communistes et tous les communistes à ne pas participer à la conférence de Moscou et à prendre part à la rencontre de Londres.

« La pré-conférence s'adresse en même temps à tous les socialistes, à tous les syndicalistes et aux représentants d'autres organisations de travailleurs, qui ont pris des positions anti-impérialistes, pour qu'ils participent à la rencontre de Londres.

« La pré-conférence assure les travailleurs de Tchécoslovaquie, manuels et intellectuels, de sa volonté de coopérer avec eux et de soutien actif à leur résistance opiniâtre contre l'invasion étrangère et contre les tentatives de restaurer le régime bureaucratique dans leur pays. »

**ANDRÉ  
BARJONET**

**LA  
C.G.T.**

son histoire  
ses tendances  
ses contradictions  
sa stratégie  
son avenir

« Un important ouvrage... qui doit devenir un outil important d'information et de formation pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et aux finalités de la confédération de syndicats, la plus importante de France. »  
Christian Guerche (TRIBUNE SOCIALISTE)

collection "Politique" dirigée par Jacques Julliard n° 24, 4,50 F

**SEUIL**